

Les industries agroalimentaires en région Centre



Agence de développement
et de promotion économique
de la région Centre

Sommaire

Introduction	p.03
Champ de l'étude et méthodologie	p.04
PARTIE I : L'Union européenne : premier acteur mondial dans l'agroalimentaire	
• Un marché mondial en croissance	p.06
• Les principaux acteurs	p.06
PARTIE II : Les IAA en France : un secteur phare de l'industrie nationale	
1. Une activité de TPE-PME dominée par les grands groupes	p.09
2. Les régions françaises de l'agroalimentaire	p.10
3. Un maintien relatif de l'emploi	p.11
4. Economie et échanges internationaux	p.11
5. Problématiques et enjeux de l'industrie agroalimentaire en France	p.13
5.1. Faire face aux difficultés liées à l'environnement économique international et national	p.13
5.2. Faire face aux évolutions du marché : innovation et exportation	p.15
5.3. Relever le défi des ressources humaines	p.16
PARTIE III : Les IAA en région Centre	
1. Une industrie qui ne reflète qu'en partie la richesse agricole de la région	p.18
2. Une industrie qui emploie 12 500 salariés	p.20
3. Des IAA très diversifiées en région Centre	p.21
4. Un effritement régulier des emplois depuis 2003	p.22
5. Les performances économiques des IAA en région Centre	p.27
6. Le commerce international	p.28
PARTIE IV : Les différentes industries agroalimentaires de la région Centre	
1. L'industrie des viandes	p.31
2. L'industrie de la transformation du grain et des céréales pour l'alimentation humaine	p.35
3. L'industrie laitière	p.39
4. La fabrication d'aliments pour animaux	p.42
5. L'industrie des boissons	p.45
6. L'industrie des fruits et légumes	p.49
7. Les autres industries agroalimentaires	p.52
PARTIE V : La recherche et la formation agroalimentaire en région centre	
1. Des compétences fortes, privées et publiques, dans la recherche alimentaire en région Centre	p.55
2. La formation en région Centre	p.59



Introduction



*Marie-Madeleine MIALOT
Présidente de Centréco, Vice-Présidente du Conseil régional du Centre*

La France, premier pays agricole européen, quatrième exportateur mondial de produits alimentaires transformés, est l'un des pays leaders mondiaux dans ce secteur. Avec un chiffre d'affaires de 139 milliards d'euros en 2009, 5 milliards d'excédent commercial, 400 000 salariés, les industries agroalimentaires occupent une place prépondérante au sein de l'industrie française. Il s'agit de plus d'un secteur qui a maintenu des emplois dans un contexte général de diminution de l'industrie en France, qui délocalise peu, et s'il est principalement tourné vers le marché national, est également présent à l'international.

Malgré une agriculture forte, l'industrie agroalimentaire de la région Centre tient une place modeste au sein de l'économie nationale. Elle est en dixième position des régions françaises pour les effectifs, soit une place médiane, et le chiffre d'affaires des entreprises ne représentait en 2009 que 3% du chiffre d'affaires national.

Toutefois, avec 462 établissements et 12 465 emplois, les industries agroalimentaires n'en sont pas moins une activité d'importance pour la région Centre.

Très diversifiées, représentant un potentiel d'emplois important, connaissant des développements conséquents en termes d'investissements, ces industries disposent en région Centre de nombreux atouts.

Centréco avait réalisé un premier portrait de ce secteur en 2005.

La présente étude se propose de faire un nouvel état des lieux actualisé en ce qui concerne les entreprises et les emplois, l'innovation et la formation et met également en évidence les principales problématiques rencontrées par les entreprises agroalimentaires de la région Centre.

Champ de l'étude et méthodologie

L'industrie agroalimentaire est le secteur industriel qui transforme les produits de la culture, de l'élevage ou de la pêche, en aliments et en boissons pour l'homme ou l'animal, en déclinant aussi la production de divers produits intermédiaires non directement alimentaires.

Pour cette étude, nous avons retenu le même champ que pour celle réalisée en 2005. L'analyse statistique s'appuie sur la Nomenclature d'Activités Française NAF, qui attribue un code d'activité unique (APE) à chaque entreprise en fonction de son activité principale déclarée¹.

Comme en 2005, cette étude étant focalisée sur les activités industrielles, et en concordance avec la méthodologie du service statistique du Ministère de l'Agriculture, nous avons exclu du champ de cette étude les entreprises artisanales de charcuterie (APE 10.13B), de boulangerie (APE 10.71C), de pâtisserie (APE 10.71D) et de cuisson de produits de boulangerie (APE 10.71B).

L'étude, enfin, ne prend pas en compte les activités de production agricole, ni les activités de négoce de produits agricoles ou alimentaires.

Ceci exclut donc du champ, pour des raisons statistiques, le commerce de gros dont certaines entreprises peuvent toutefois évoluer vers des activités agroalimentaires stricto sensu.

Les exploitations viticoles sont également exclues du champ de cette étude car elles appartiennent traditionnellement à l'agriculture. Les structures collectives (coopératives) de vinification sont en revanche prises en compte et sont incluses dans le secteur des boissons.

Les sources statistiques

- Déclarations Annuelles des Données Sociales (DADS-INSEE) 2008 (dernières données disponibles au moment de l'étude) pour les qualifications et les salaires.
- Pôle Emploi : l'évolution de l'emploi salarié (hors sociétés coopératives)
- ESANE 2009 (Elaboration des Statistiques Annuelles d'entreprises) pour les emplois, les établissements, les données économiques
- Les statistiques du commerce extérieur (Douanes)

1- La NAF a été révisée en 2008. Nous avons effectué les correspondances nécessaires pour un champ identique. Toutefois, le changement de nomenclature a pu avoir une légère incidence sur certains regroupements sectoriels. Par exemple, certaines entreprises auparavant répertoriées dans des activités agricoles ou de commerce ont été réintégrées dans les IAA. D'autre part, certaines activités ont également pu être classées dans des segments différents. Lorsque ces modifications ont eu une incidence sur les chiffres de la région Centre, ceci est mentionné dans l'analyse.



LES ACTIVITES RETENUES POUR L'ETUDE

Industrie des viandes	1011Z - Transformation et conservation de la viande de boucherie 1012Z - Transformation et conservation de la viande de volaille 1013A - Préparation industrielle de produits à base de viande
Ind. des fruits et légumes	1031Z - Transformation et conservation de pommes de terre 1032Z - Préparation de jus de fruits et légumes 1039A - Autre transformation et conservation de légumes 1039B - Transformation et conservation de fruits
Industrie laitière	1051A - Fabrication de lait liquide et de produits frais 1051B - Fabrication de beurre 1051C - Fabrication de fromage 1051D - Fabrication d'autres produits laitiers 1052Z - Fabrication de glaces et sorbets
Travail du grain et produits issus des céréales et destinés à l'alimentation humaine	1061A - Meunerie 1061B - Autres activités du travail des grains 1062Z - Fabrication de produits amylacés 1071A - Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche 1072Z - Fabrication de biscuits, biscottes et pâtisseries de conservation 1073Z - Fabrication de pâtes alimentaires
Alimentation animale	1091Z - Fabrication d'aliments pour animaux de ferme 1092Z - Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie
Sucre et produits sucrés	1081Z - Fabrication de sucre 1082Z - Fabrication de cacao, chocolat et de produits de confiserie
Industrie des boissons	1101Z - Production de boissons alcooliques distillées 1102A - Fabrication de vins effervescents 1102B - Vinification 1103Z - Fabrication de cidre et de vins de fruits 1104Z - Production d'autres boissons fermentées non distillées 1105Z - Fabrication de bière 1106Z - Fabrication de malt 1107A - Industrie des eaux de table 1107B - Production de boissons rafraîchissantes
Autres industries alimentaires	1020Z - Transformation et conservation de poisson, de crustacés et de mollusques 1041A - Fabrication d'huiles et graisses brutes 1041B - Fabrication d'huiles et graisses raffinées 1042Z - Fabrication de margarine et graisses comestibles similaires 1083Z - Transformation du thé et du café 1084Z - Fabrication de condiments et assaisonnements 1085Z - Fabrication de plats préparés 1086Z - Fabrication d'aliments homogénéisés et diététiques 1089Z - Fabrication d'autres produits alimentaires n.c.a.

PARTIE I :

L'Union européenne : premier acteur mondial dans l'agroalimentaire

Un marché mondial en croissance

Principalement lié à l'évolution démographique, le marché mondial de l'agroalimentaire est un marché en croissance structurelle. La population mondiale aujourd'hui de 6,5 milliards devrait, en effet, atteindre 9 milliards de personnes en 2050. Depuis 2002, le marché agroalimentaire mondial progresse de 5% par an en moyenne².

Au sein de l'Union européenne et des pays dits développés, la demande est mature, les perspectives de croissance export sont plus limitées et s'orientent davantage vers des produits élaborés. En revanche, les pays dits émergents constituent une réserve de croissance considérable pour l'industrie agroalimentaire. Le décalage entre l'offre alimentaire et la demande, portée par l'accroissement démographique dans ces pays, est une tendance qui devrait se poursuivre de nombreuses années.

Les principaux acteurs

A l'échelle mondiale, les industries agroalimentaires représenteraient 4% du PIB mondial³. Elles représenteraient également environ 22 millions de salariés dans le monde.

Les Etats-Unis affichent, en 2008, un chiffre d'affaires estimé à plus de 480 milliards de dollars. Les entreprises américaines se retrouvent d'ailleurs en tête du classement des plus grandes entreprises mondiales de ce secteur.

La Chine est également un acteur de poids avec un chiffre d'affaires de 345 Md€.

Les 5 plus grosses entreprises mondiales en termes de chiffre d'affaires de l'industrie agroalimentaire en 2009.

Source : CIAA – Data & trends of the European Food and Drink industry - 2009

Rang	Entreprise	Pays	Chiffre d'affaires (en Md€)
1	Cargill	Etats-Unis	83,1
2	Nestlé	Suisse	68,9
3	PepsiCo Inc.	Etats-Unis	29,2
4	Kraft Foods Inc.	Etats-Unis	28,5
5	Archer Daniels Midlands	Etats-Unis	23,2

2 -Moyenne exprimée en euros. Source : Les enjeux des industries agroalimentaires 2010, MAAP

3 -D'après la Confédération des industries de l'agroalimentaire de l'Union européenne (CIAA)

Ensemble, les pays de l'Union européenne représentent le premier acteur mondial dans les domaines des IAA. L'industrie agroalimentaire est, en effet, l'un des piliers de l'économie de l'Union :

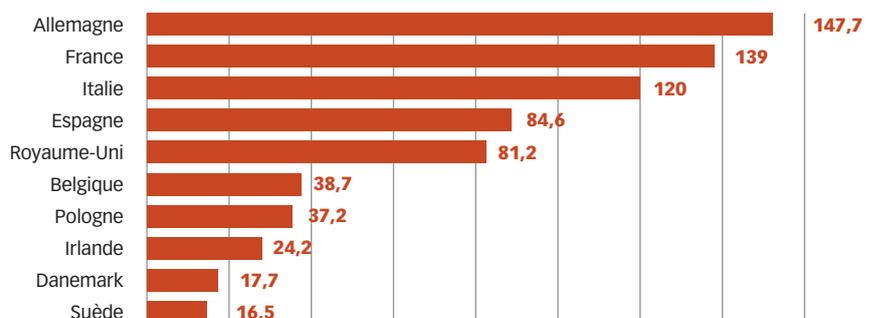
- les IAA sont les premiers employeurs industriels : d'après Eurostat, elles emploient 4,4 millions de salariés
- elles représentent également le premier marché industriel au sein de l'UE : avec un chiffre d'affaires de 954 milliards d'euros en 2009, le secteur concentre à lui seul près de 13% du chiffre d'affaires global de l'industrie européenne, devançant l'industrie automobile et les industries chimiques.

Au sein de l'Union européenne, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Royaume-Uni et l'Espagne constituent les plus importants producteurs de produits alimentaires.

Au cours des dix dernières années, les industries agroalimentaires en Europe ont connu une certaine stabilité à la fois en termes de chiffre d'affaires, d'évolution de l'emploi, de production et de valeur ajoutée.

Les 10 premiers pays de l'Union européenne en termes de chiffre d'affaires de l'industrie agroalimentaires 2009 - en Md€

Source : CIAA - 2009

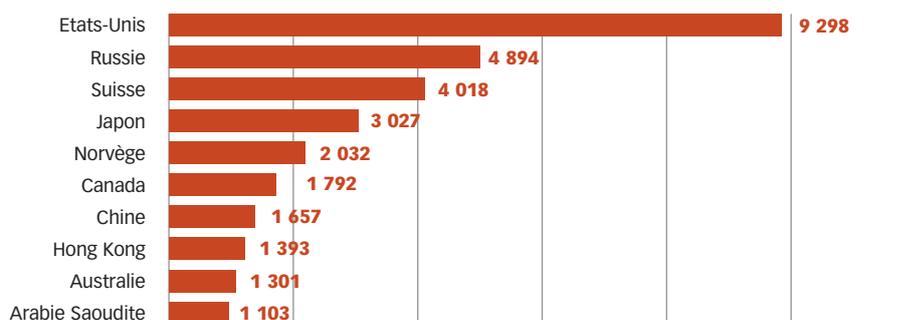


L'Union européenne est également le premier exportateur mondial de produits alimentaires avec une balance commerciale positive s'élevant à 2,95 milliards d'euros en 2009.

Toutefois, cet excédent commercial s'inscrit dans une tendance à la baisse depuis une dizaine d'années en raison notamment de la hausse plus rapide de la valeur des importations par rapport à celle des exportations. En effet, si les volumes exportés depuis l'Union européenne restent stables, la différence en termes de valeur s'explique par l'augmentation du prix des matières premières agricoles au cours de cette période.

Top 10 des destinations export de l'UE, 2009, en M€

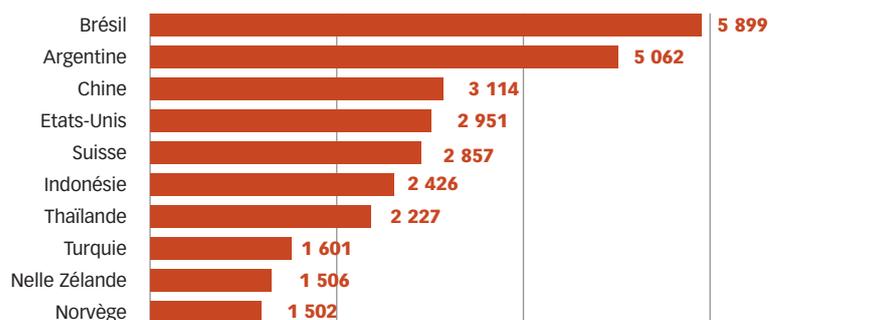
Source : CIAA - 2010



La part des importations provenant des pays dits émergents devient de plus en plus importante. Ainsi le Brésil, l'Argentine et la Chine représentent à eux trois près de 30% des importations de produits agroalimentaires de l'Union européenne.

Top 10 des pays d'origine des importations de l'UE, 2009, en M€

Source : CIAA - 2010



PARTIE II : Les IAA en France : un secteur phare de l'industrie nationale

La France est l'un des pays leaders mondiaux dans le domaine agricole et agroalimentaire.

- 1^{er} pays agricole européen
- 4^e exportateur mondial de produits alimentaires transformés

Les industries agroalimentaires sont également l'un des principaux leaders de l'industrie française avec des indicateurs performants :

- 145 Md€ de chiffre d'affaires en 2009
- 26,68 Md€ de valeur ajoutée en 2009 : 14% de la VA de l'industrie française
- 409 000 salariés : deuxième employeur industriel en France après les industries mécaniques
- 5 milliards d'excédent commercial
- 70% de la production agricole française transformée par les industries agroalimentaires.

Les IAA occupent donc une place prépondérante au sein de l'industrie française. C'est un secteur qui a maintenu des emplois dans un contexte général de diminution de l'industrie en France, il délocalise peu, et s'il est principalement tourné vers le marché national, il est également présent à l'international.

1. Une activité de TPE-PME dominée par les grands groupes

Les industries agroalimentaires comptent en France plus 10 000 entreprises⁴ regroupant environ 409 000 salariés au total.

Le secteur connaît un faible mouvement de concentration. Si la France dispose de quelques grands leaders, comme Danone, Lactalis, Bongrain, etc., le tissu industriel est très largement composé de petites entreprises : 90 % d'entre elles sont des PME (moins de 250 salariés) et 70% sont des TPE (moins de 20 salariés). Ce constat est identique au niveau européen.

Les 10 premières entreprises agroalimentaires en France

Source : FranceAgrimer – Observatoire économique des industries agroalimentaires et de l'agro-industrie

Rang	Groupe	Chiffres d'affaires (en M€) 2008	Secteur
1	Danone	15 220	Lait
2	Lactalis	9 300	Multi-Filières
3	Pernod Ricard	6 589	Autres (Epicerie, boissons..)
4	Bigard	4 500	Viandes
5	Sodiaal	4 000	Lait
6	Terrena	3 900	Multi-Filières
7	Tereos	3 817	Sucre
8	Bongrain SA	3 555	Lait
9	Nestlé France	3 171	Multi-Filières
10	Moët Hennessy	3 126	Viticulture

4- Seules activités industrielles, hors entreprises artisanales telles que charcuteries et boulangeries

Bien que très dispersé, ce secteur est pourtant largement dominé par les grandes entreprises et les groupes. En effet, 30% des entreprises de l'agroalimentaire réalisent à elles seules 92% des emplois, 94% de la valeur ajoutée et 95% du chiffre d'affaires du secteur en France.

L'industrie agroalimentaire est également marquée par la présence assez forte des coopératives qui représentent 12% des entreprises, 7% de l'emploi et 9% du chiffre d'affaires des entreprises françaises. Elles sont particulièrement présentes dans la vinification, mais également dans l'industrie laitière et l'alimentation animale. Le poids des coopératives est encore plus impressionnant si l'on intègre leurs filiales IAA. Celui-ci représente alors 150 000 emplois et 45% du marché agroalimentaire national.

2. Les régions françaises de l'agroalimentaire

Les industries agroalimentaires concernent l'ensemble du territoire national mais des concentrations apparaissent dans certaines régions.

Deux régions de l'ouest de la France, la Bretagne et les Pays de la Loire, regroupent ainsi 25% des effectifs industriels de l'agroalimentaire en France.

Ces deux régions ont su capitaliser une production agricole forte autour d'une industrie agroalimentaire essentiellement de première transformation. Les Pays de la Loire bénéficient également de la présence du port de Nantes Saint-Nazaire.

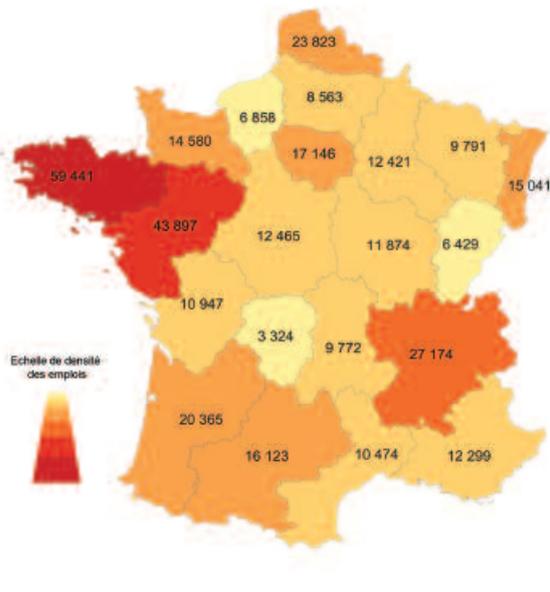
La Bretagne (15% de l'emploi national du secteur) est de loin la première région pour l'emploi dans le domaine des IAA et on peut y noter une présence forte des coopératives.

Avec deux fois moins d'emplois, les régions Rhône-Alpes et Nord-Pas-de-Calais représentent néanmoins deux autres pôles agroalimentaires importants. Ces régions s'appuient sur des productions agricoles importantes et variées, bénéficient de bassins de consommation locaux importants et possèdent un positionnement logistique propice au développement d'activités industrielles.

La région Centre, quant à elle, se place au 10^e rang des régions françaises pour les effectifs, gagnant un rang selon le classement opéré dans notre précédente étude en 2005.

Les IAA en France : répartition des effectifs

source : Esane 2009 - carte : réalisation Centréco - source cartographique : Articque



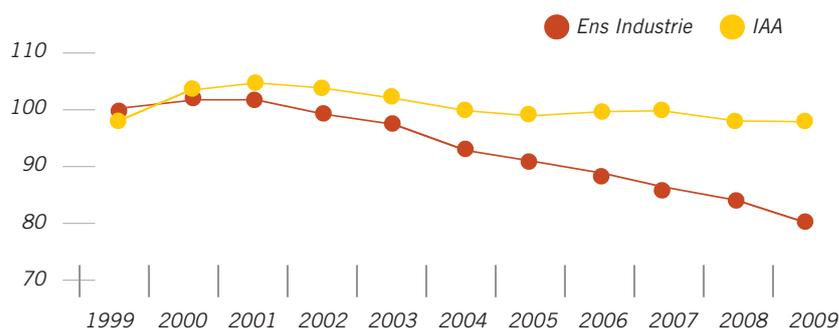
3. Un maintien relatif de l'emploi

Alors que les effectifs de l'ensemble de l'industrie française ont diminué de façon continue depuis 2001, l'emploi des industries agroalimentaires a continué de progresser jusqu'en 2005, et n'a entamé une légère décrue qu'à partir de 2006.

Ainsi, depuis 1999, l'emploi des industries agroalimentaires n'a reculé que légèrement, à un rythme moyen de -0,4% par an.

Evolution de l'emploi salarié en France : IAA et ensemble de l'industrie : 1999 = indice 100

Source : Pôle emploi (données emplois salariés hors coopératives)



Si le secteur agroalimentaire a connu des mutations liées notamment à l'augmentation de la consommation dans de nouvelles zones géographiques, entraînant certaines entreprises mondiales à réorganiser leur activité, les délocalisations sont peu importantes dans l'agroalimentaire contrairement à d'autres secteurs industriels pour lesquels la proximité aux marchés locaux est moins primordiale.

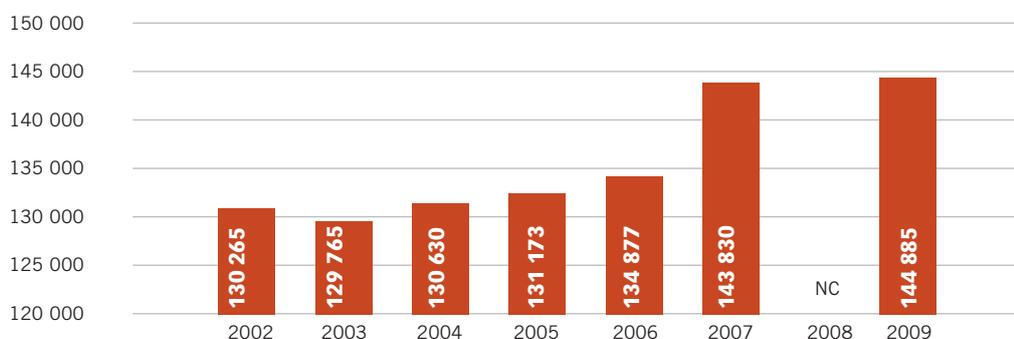
De plus, la France reste un grand pays agricole, maintenant ainsi sur place de nombreuses activités de transformation. La faible externalisation des activités de services des IAA explique également ce maintien de l'emploi. En effet, les IAA n'externaliseraient qu'environ 15% de leurs activités de services, contre 25% pour le reste de l'industrie⁵.

4. Economie et échanges internationaux

Chiffre d'affaires

Evolution du chiffre d'affaires des IAA en M€

source : EAE - BIC - champ complet des IAA



5 - D'après : La désindustrialisation de la France, Cahier de la DGTPPE, février 2010.

Sur le secteur des IAA, la France a perdu son leadership européen et se place au 2^e rang derrière l'Allemagne tant pour son chiffre d'affaires (145 millions d'euros en 2009) que pour ses effectifs (409 000 salariés). Malgré tout, les IAA représentent 74% du total des exportations françaises.

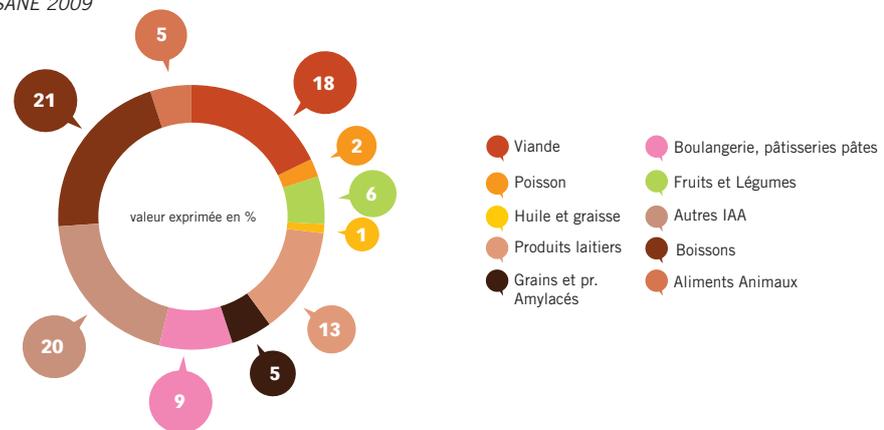
Avec une valeur ajoutée de 29,1 milliards d'euros en 2009, les IAA représentent 14% de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'industrie française et devançant ainsi d'autres secteurs comme l'aéronautique, l'automobile ou encore la chimie.

Toutefois, le secteur a connu une diminution de 10% de cette valeur pour les deux années cumulées 2008 et 2009 en raison de la crise économique et financière qui ne l'a pas épargné.

Au sein des IAA, deux secteurs constituent plus d'un tiers de la valeur ajoutée : le secteur des boissons (21%) et l'industrie de la viande (18%).

Répartition de la valeur ajoutée des IAA par secteur

Source : ESANE 2009



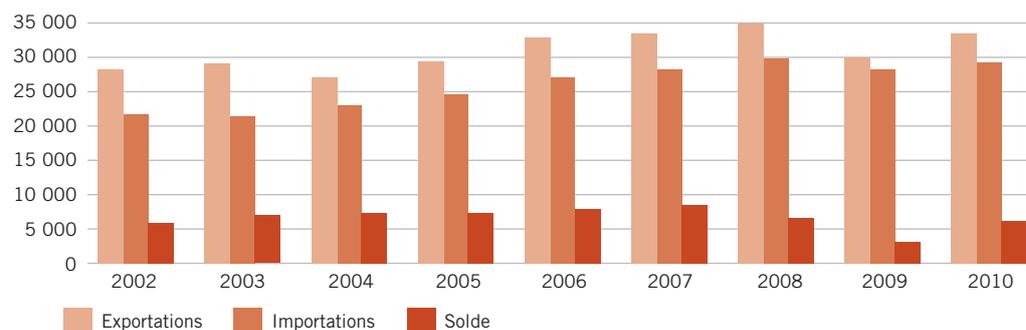
L'agroalimentaire constitue un secteur clé pour les échanges internationaux de la France.

La balance commerciale de la France pour les produits agroalimentaires est bénéficiaire depuis les années quatre-vingts. Ce solde positif repose en fait sur quelques produits particuliers, dont notamment les vins, champagnes et alcools, ainsi que sur les fromages et le travail des céréales, produits qui bénéficient de particularités toutes françaises, d'un savoir-faire artisanal et d'une image de marque traditionnelle.

En 2010, le solde des échanges s'élevait à 5,5 milliards d'euros. Ce chiffre correspond à une nette amélioration par rapport à 2009, qui avait connu une baisse très importante due à une diminution des exportations, liée à une rétractation globale des échanges internationaux.

Evolution de la balance commerciale de la France pour les produits agroalimentaires en M€

Source : Direction des Douanes



Si l'agroalimentaire reste donc l'un des points forts du commerce extérieur de la France, la position agroalimentaire française a tendance à s'éroder en raison notamment d'une libéralisation accrue des échanges internationaux. En effet, la progression des exportations reste modérée et ne compense pas celle des importations.

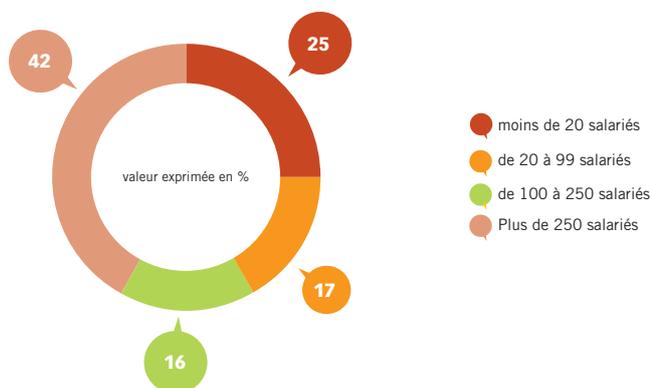
La France voit depuis 1997 sa part du marché mondial agroalimentaire diminuer, même au sein de l'Union européenne, au profit notamment de concurrents tels que l'Allemagne et les Pays-Bas. Deuxième exportateur mondial en 1997, la France n'est plus qu'en quatrième position.

Les entreprises françaises de l'agroalimentaire sont relativement moins internationalisées que les autres industries. Elles sont moins soumises à la concurrence extérieure mais également moins exportatrices.

L'export est essentiellement porté par les grandes entreprises, et d'après l'ANIA (Agence Nationale des Industries Agroalimentaires), 80% des PME du secteur n'ont jamais exporté.

Structure des entreprises agroalimentaires exportatrices

Source : INSEE d'après Douanes 2010



5. Problématiques et enjeux de l'industrie agroalimentaire en France

Jusque là relativement épargnées, les entreprises de l'agroalimentaire doivent faire face à certaines tensions économiques, à une évolution importante de leurs marchés et relever un certain nombre de défis, notamment en termes de compétitivité et de ressources humaines.

5.1. Faire face aux difficultés liées à l'environnement économique international et national

Deux principales problématiques pour les entreprises de l'agroalimentaire : gérer la volatilité des cours des produits agricoles et surmonter des problèmes de compétitivité

La volatilité et la hausse des cours des matières premières agricoles, causes d'une baisse importante des marges des IAA

La volatilité et les très fortes hausses des cours des matières premières constatées depuis 2010, conjuguées à la hausse des produits de l'énergie, ont un impact sur les coûts de productions des IAA et créent de grandes tensions sur leurs marges.

Ces hausses des produits agricoles sont difficilement transférables sur les prix de vente des produits transformés, en raison notamment des négociations tendues avec les distributeurs. Les industriels craignent d'être victimes d'un effet de ciseaux, entre des coûts qui grimpent, et des prix de vente qui n'augmentent pas en proportion.

2011 : année difficile pour l'emploi des industries agroalimentaires françaises ?

L'Agence Nationale des Industries Agroalimentaires (ANIA) a alerté en mars 2011 le gouvernement sur les risques de suppressions importantes d'emplois en 2011, principalement dans les toutes petites entreprises. Les négociations avec la grande distribution auraient été particulièrement difficiles dans un contexte de hausse des matières premières. Les PME de l'agroalimentaire estiment qu'elles vont devoir prendre en charge 60% de ces hausses, ce qui risque d'entraîner une chute brutale de leurs marges, et en cascade, des suppressions d'emplois dans une recherche de productivité plus importante.

Concurrence accrue et recherche de compétitivité

Depuis la fin des années quatre-vingt-dix, un certain nombre d'accords internationaux ainsi que la politique d'ouverture des échanges poursuivie par l'Union européenne ont conduit à une diminution de la protection aux frontières de l'UE pour les produits agricoles et alimentaires, ouvrant ainsi une compétition avec les autres grands pays agricoles (Etats-Unis, Australie, ...) et émergents (Brésil, Argentine,...). Si ces ouvertures constituent une opportunité pour les entreprises françaises grâce à la création de débouchés supplémentaires, elles ouvrent aussi la voie à une concurrence accrue pour des entreprises françaises majoritairement positionnées sur un marché national mature (par exemple sur le secteur de la volaille).

Par ailleurs, la mission menée par Philippe Rouault, Délégué Interministériel aux Industries Agroalimentaires et à l'Agro-industrie, en octobre 2010, a mis en évidence des divergences importantes entre les pays européens dans leur transposition des règlements et directives européennes sur les règles sanitaires et environnementales régissant les IAA.

Ces divergences sont dénoncées par les industriels français comme faussant la concurrence entre les pays européens, pénalisant la compétitivité des entreprises françaises.

Des tensions récurrentes avec les distributeurs

Environ 70% des achats alimentaires des ménages s'effectuent dans les Grandes et Moyennes Surfaces (GMS). En raison de son rôle primordial dans la consommation et d'un nombre réduit d'acheteurs (principalement des centrales d'achat), la GMS dispose d'un poids très important dans ses relations avec les producteurs de produits alimentaires, créant des tensions récurrentes, que l'Etat cherche à rééquilibrer au travers de différents dispositifs.

Ces dernières années, plusieurs lois se sont succédées :

- **La Loi sur la loyauté et l'équilibre des relations commerciales, dite « Loi Galland »**, en 1996, a eu pour objectif de réglementer les relations entre la grande distribution et ses fournisseurs. Son but principal était de protéger le petit commerce et les fournisseurs, en interdisant aux grandes surfaces de répercuter la totalité des ristournes et des rémunérations des prestations commerciales qu'ils recevaient de leurs fournisseurs dans les prix de vente aux consommateurs;
- **La « Loi PME », dite « Loi Dutreil II »** en 2005 : reprend et complète la loi Galland et donne la possibilité aux distributeurs de réincorporer dans le prix de revient, tous les autres avantages financiers (marge arrière) dépassant 20 % en 2006, puis dépassant 15 % en 2007 ;
- **La Loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs, dite « Loi Châtel »** en 2007 amende dans le secteur de la distribution, la notion de seuil de revente à perte et les délais de paiements maximaux légaux;
- **La Loi de modernisation de l'économie, (LME)** en 2008 : parachève les évolutions initiées par les lois précédentes et introduit notamment une partie des marges arrière dans le prix unitaire des produits, visant ainsi à une baisse des prix de vente aux consommateurs de produits de marque pour lesquels les marges arrière sont les plus fortes.

Malgré les progrès introduits par ces textes, les représentants des industries alimentaires continuent de dénoncer un rapport qui reste déséquilibré entre les milliers de PME françaises face à une dizaine seulement de chaînes de distribution.

5.2. Faire face aux évolutions du marché : innovation et exportation

Si le marché continue de croître en valeur, la part de l'alimentaire dans le budget des ménages continue de diminuer en France et dans les pays de l'Union européenne. Face à un marché intérieur mature, les industriels doivent s'adapter aux évolutions de la demande des consommateurs et sans cesse innover, tandis que l'export semble indispensable pour maintenir et développer l'activité.

La recherche et l'innovation

La recherche en agroalimentaire : « Malgré les progrès, le 1^{er} secteur industriel français reste en retrait !⁶ »

La part du chiffre d'affaires des entreprises des industries agroalimentaires consacrée à la recherche-développement est globalement plus faible (moins de 1%) que celle des autres secteurs industriels. A titre de comparaison, cette part est de 3% pour la moyenne des secteurs industriels.

En France, la recherche est en effet plus concentrée à l'amont des IAA, c'est à dire l'agriculture, à travers des structures de recherche publiques ou professionnelles, et chez les fournisseurs des IAA que sont les fabricants d'ingrédients et les équipementiers. Ces derniers sont les principaux auteurs de projets de rupture technologique ou très innovants. Ils constituent des moteurs de l'innovation pour les entreprises de transformation alimentaire qui intègrent ensuite leurs produits et procédés.

Cette faiblesse de la R&D dans les IAA peut s'expliquer par plusieurs facteurs structurels :

- Le secteur est composé très majoritairement de petites entreprises qui n'ont que peu de moyens financiers ou humains à consacrer à la recherche
- Une faible moyenne des marges qui ne permet pas de consacrer un budget suffisant à la R&D.

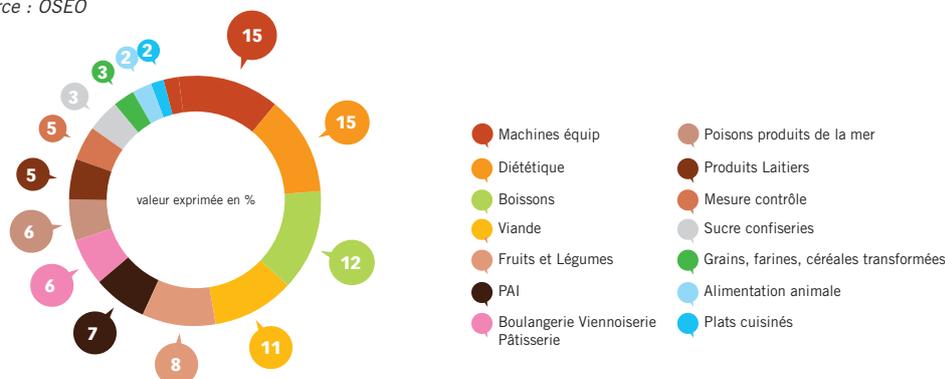
Malgré cette faiblesse dans la R&D, les IAA consacrent une part relativement importante de leur chiffre d'affaires à l'innovation (en moyenne 7% de leur chiffre d'affaires⁷) dans le marketing, les circuits de distributions, l'emballage, les recettes, etc.

Dans ces domaines, on peut considérer que les IAA sont un secteur plus innovant que la moyenne.

Les secteurs les plus innovants

Répartition par sous-secteurs des projets soutenus par Oséo en 2010

Source : OSEO



6 - ANIA

7- D'après le Rapport ROUAULT, Analyse comparée de la compétitivité des industries agroalimentaires françaises par rapport à leurs concurrentes européennes, octobre 2010.

Les tendances de consommation dans l'alimentaire guident l'innovation des IAA

Une partie importante des consommateurs considère les produits alimentaires « de base » comme des biens « inférieurs » dont ils cherchent à minimiser la dépense. Les industriels doivent proposer une valeur ajoutée qui va justifier une augmentation de prix par le service rendu.

Recherche de praticité et de rapidité (gain de temps dans la préparation des repas, nomadisme,...), considérations éthiques (développement durable, commerce équitable, ...), rôle santé de l'alimentation (développement du bio, diminution du sel, du sucre, des graisses dans les plats préparés, alicaments, ...), sont autant de tendances fortes de consommation que les industriels doivent exploiter afin de maintenir leurs activités et leurs marges.

L'export : un relais indispensable de croissance

Comme nous l'avons vu précédemment, l'exportation devient un enjeu très important pour le maintien et les développements des IAA françaises. Elle est de plus en plus indispensable à la pérennité des entreprises pour lesquelles elle représente un relais de croissance nécessaire à leur développement, en particulier face à un marché intérieur mature et à une érosion des marges. Mais le développement à l'export représente un investissement important et de long terme, parfois difficile à entreprendre pour des PME ou TPE : peur de l'international, manque de moyens humains et financiers, réglementations différentes dans de nombreux pays, etc. C'est pourquoi de nombreuses initiatives publiques ont été lancées pour soutenir le développement des PME de l'agroalimentaire sur les marchés internationaux.

5.3. Relever le défi des ressources humaines

L'industrie agroalimentaire est un secteur où la part de main d'œuvre reste importante, et un secteur qui recrute. L'enquête des Besoins de Main d'Œuvre (réalisée chaque année par Pôle Emploi et le Crédoc) montre que les industries agroalimentaires sont le secteur industriel qui annonce le plus grand nombre de projets de recrutements : 42 000 postes seraient créés en 2011, soit 37% des postes du secteur industriel.

Avec le développement de l'automatisation de la production, les évolutions réglementaires, etc. le secteur doit faire face à l'élargissement des responsabilités des opérateurs et faire appel à des compétences de plus en plus pointues.

Les industriels doivent donc à la fois recruter et retenir une main d'œuvre qualifiée capable de s'adapter aux évolutions induites par les nouveaux procédés. Ils doivent également faire face aux nombreux départs en retraite à court terme pour un grand nombre d'opérateurs mais aussi de dirigeants. De plus, beaucoup d'entreprises sont implantées en zone rurale où il est d'autant plus difficile d'attirer des salariés qualifiés.

Pour ces raisons, des tensions sont apparues sur le marché de l'emploi.

Hors, malgré une vision positive de ce secteur dans l'opinion des consommateurs, malgré les perspectives d'embauches dans les entreprises, les IAA rencontrent de nombreuses difficultés pour recruter.

Les métiers de l'industrie en général, mais plus particulièrement de l'agroalimentaire manquent d'attractivité auprès des jeunes en raison, dans un premier temps d'une méconnaissance, mais également d'une vision de salaires peu élevés et de conditions de travail jugées difficiles.

Plusieurs campagnes sont ainsi régulièrement organisées afin de faire connaître ces activités, notamment par l'OPCALIM, l'OPCA de l'agroalimentaire qui a créé un site Internet dédié⁸ afin de valoriser ce secteur auprès des jeunes et des enseignants.

8 - www.metiers-industries-alimentaires.com

Un marché de plus en plus contrôlé

Les industries agroalimentaires sont soumises à un renforcement continu des législations. Face aux risques sanitaires, sécuritaires, écologiques, et aux risques produits (bactériens, chimiques, formules,...) elles doivent garantir la conformité de leurs structures et de leurs produits aux normes et réglementations en vigueur.



PARTIE III : Les IAA en région Centre

En BREF

- **462 établissements**
- **12 465 emplois**
- **Chiffre d'affaires : 4 326 M€**
- **Ventes à l'export : 729 M€**

Les principaux employeurs :

- Mars PF France (alimentation animale)
- Axereal (travail du grain)
- Laiteries Hubert Triballat (produits laitiers)
- Barilla Harry's France (boulangerie)

Rang :

10^e rang national en termes d'effectifs

Source : Esane 2009, Douanes 2010

1. Une industrie qui ne reflète qu'en partie la richesse agricole de la région

La région Centre est la première région européenne pour la production de céréales, la première région française pour la culture des graines oléagineuses, et dispose d'une production agricole diversifiée : production viticole, arboricole et maraîchère,...ainsi que des productions animales.

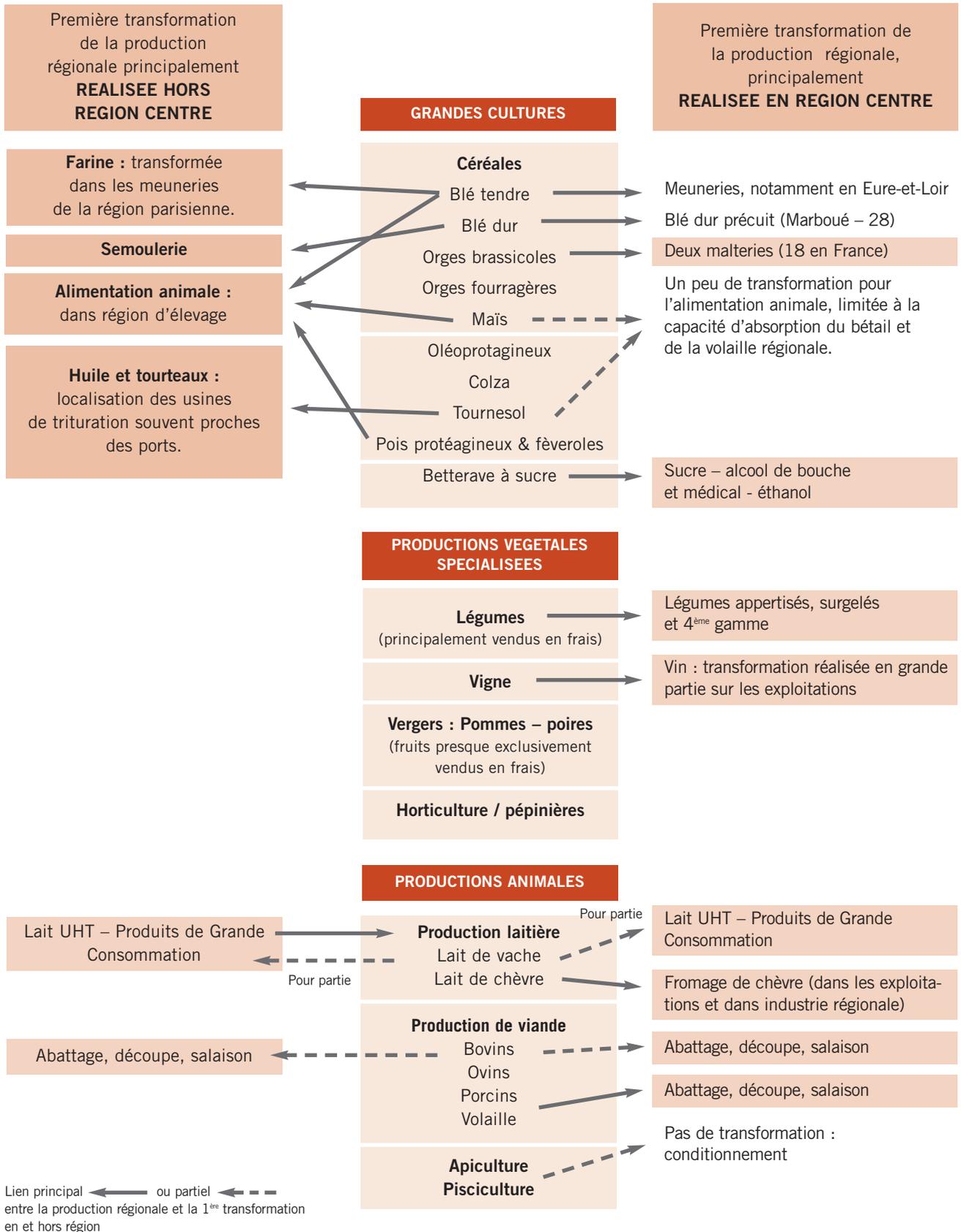
Or, au regard de cette richesse agricole, les activités de transformation restent en retrait. En effet, si la valeur de la production agricole de la région Centre représente 5,6 % de la production nationale, le chiffre d'affaires des IAA régionales ne représente qu'environ 2% du chiffre d'affaires total.

Ce décalage s'explique principalement par les caractéristiques de la production régionale, qui, comme nous l'avons vu, reste en volume largement dominée par les céréales et les oléagineux, qui du fait de l'organisation du marché, ne sont que peu transformés sur place. Ces céréales sont au contraire largement « exportées » hors de la région, notamment vers les régions Ile-de-France, Bretagne, Nord-Pas-de-Calais mais également vers l'étranger.



Principales productions agricoles de la région Centre

Source : Centréco



2. Une industrie qui emploie 12 465 salariés

Les industries agroalimentaires comptent 462 établissements regroupant 12 465 emplois en région Centre. Bien que ce secteur occupe une place importante au sein de l'économie régionale, il ne représente que 6% de l'emploi industriel. Cette proportion est moins importante que pour la moyenne nationale pour laquelle les IAA représentent 9% de l'emploi industriel.

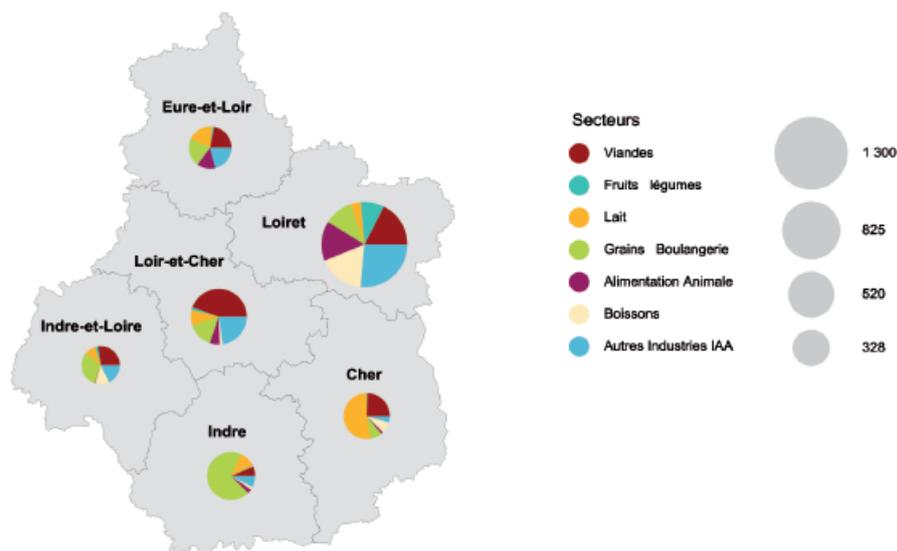
La région Centre n'est par ailleurs que la 10^e région française en ce qui concerne les effectifs. L'activité agroalimentaire régionale est particulièrement concentrée dans le Loiret. Ce département regroupe à lui seul près de 25% des établissements et 40 % des emplois.

Loin derrière, le Loir-et-Cher se positionne en deuxième place en termes d'emplois suivi par l'Indre et le Cher.

C'est l'Indre-et-Loire qui ferme le classement avec un nombre relativement faible d'emplois (moins de 1 000 au total) mais avec un tissu relativement important d'entreprises, uniquement de petite taille.

Répartition des effectifs par activité

Source : Centréco d'après Unistatis 2009 - Source cartographie : Articque



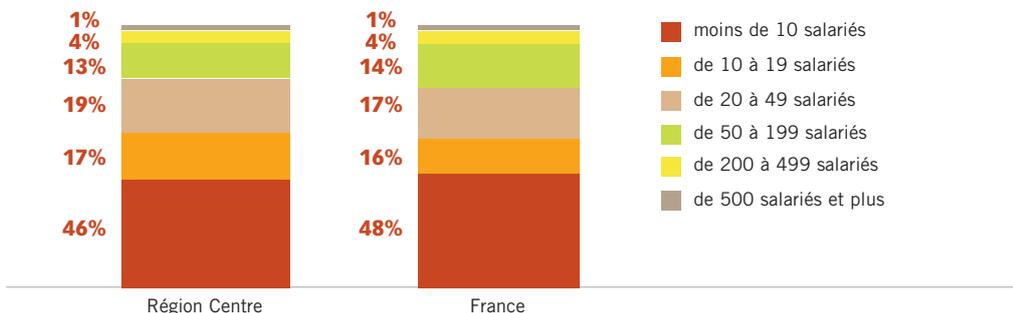
Côté activité, certains départements affichent une réelle typicité. Ainsi, le Loir-et-Cher est-il leader, en termes d'emplois, sur le secteur Viandes. Le Cher, quant à lui, domine largement l'Industrie Laitière régionale alors que l'Indre se distingue très largement sur celle du travail du grain et de la Boulangerie-Pâtisserie-Pâtes. Dans le Loiret, ce sont très nettement les secteurs de l'Alimentation animale et des Boissons qui dominent. Les présences respectives de Mars Pet Food, Antartic et de La Laiterie de St-Denis-de-l'Hôtel n'y sont pas étrangères.

Une très large majorité de petits établissements

Comme au niveau national, le tissu industriel agroalimentaire de la région Centre se caractérise par une forte prépondérance des petites structures. La répartition par taille des établissements IAA de la région Centre ne montre en effet que très peu de différences par rapport à celle de la moyenne nationale, avec près de la moitié des établissements comptant moins de 10 salariés.

Taille des établissements

Source : Centréco, d'après Pôle Emploi 2009, hors coopératives



Un tissu d'entreprises majoritairement françaises

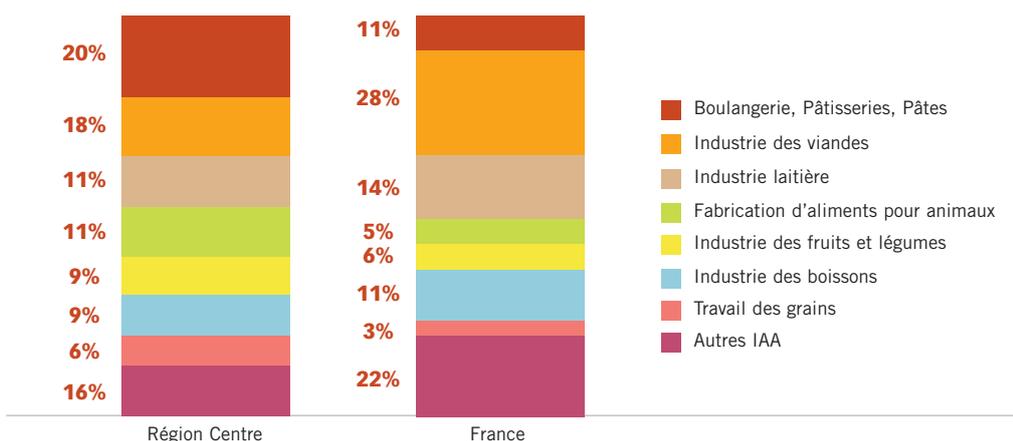
Comparée à d'autres secteurs industriels de la région, la filière agroalimentaire régionale demeure majoritairement franco-française. Le poids, en nombre d'établissements, des sociétés à capitaux internationaux représente à peine 10% là où dans la cosmétique ou l'électronique, le taux atteint 40%. La région Centre compte 35 établissements agroalimentaires⁹ à capitaux internationaux, qui représentent 3 600 emplois⁹. Parmi les pays investisseurs, les Etats-Unis arrivent en tête en termes d'effectifs avec 54% des emplois au sein de sociétés comme Mars PF, Cargill Foods, Mckey Food,... La filière régionale accueille au total 12 nationalités différentes dont l'Italie (Barilla), l'Espagne (Artenay Cereals) ou encore l'Islande (Bakkavor traiteur).

3. Des IAA très diversifiées en région Centre

Les industries agroalimentaires en région Centre se caractérisent par la diversité des produits manufacturés. Sont en effet fabriqués en région Centre tous les types de produits agroalimentaires.

Répartition des effectifs par secteur

Source :CENTRECO - ESANE 2009



La répartition régionale des effectifs montre une prédominance, en termes d'emplois, des industries de la Boulangerie-Pâtisserie-Pâtes d'une part, et de l'industrie des Viandes, d'autre part. Ces deux secteurs emploient au total plus de 4 700 personnes (2 456 pour l'industrie Boulangerie-Pâtisserie-Pâtes, et 2 289 pour l'industrie des Viandes).

Comparée à la moyenne nationale, la filière régionale offre d'importants contrastes. Le secteur « Boulangerie-Pâtisserie-Pâtes » est sur-représenté avec 20% des effectifs contre 11%

9 - Source « Les entreprises à capitaux internationaux en région Centre - 2011 » - Centreco/CCIR Centre

au plan national, tout comme celui de la « Fabrication d'aliments pour animaux » avec 11% des effectifs contre 5% (ce différentiel tient cependant à la seule présence du groupe Mars PF et de ses près de 800 emplois). A contrario, l'industrie de la viande n'emploie que 18% des effectifs de la filière régionale contre 28% pour la filière nationale.

L'industrie Laitière est le troisième employeur régional au sein des IAA : avec 1 312 salariés, elle représente 10,5% des emplois. Cette proportion est quasi identique à celle de la moyenne nationale.

Commerce de gros alimentaire et entreposage frigorifique

Le commerce de gros ne rentre pas dans le champ de l'étude qui se limite aux activités de production. Or certaines entreprises de négoce peuvent parfois évoluer vers des activités agroalimentaires stricto sensu. Par ailleurs, le commerce de gros alimentaire peut être intégré dans une vision élargie de la filière des industries alimentaires de la région. Celui-ci représente, en effet, en région Centre plus de 4 000 emplois qui renforcent la position de la région Centre dans l'agroalimentaire avec des entreprises importantes telles que Pomona par exemple.

A noter également que les activités d'entreposage, notamment frigorifiques, pourraient être prises en compte dans cette notion de filière.

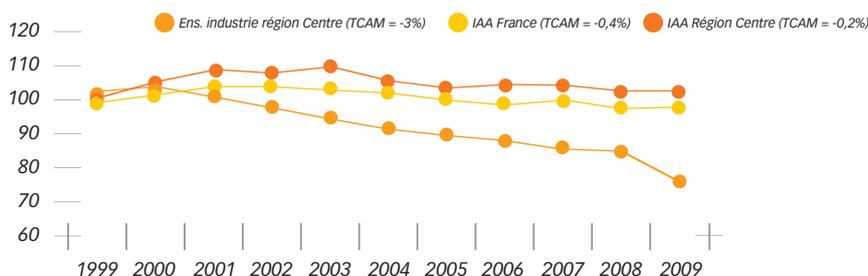
4. Un effritement régulier des emplois depuis 2003

En région Centre, alors que le secteur « Industrie » voit ses effectifs régulièrement se réduire depuis 10 ans, le secteur IAA quant à lui résiste. La courbe d'évolution des effectifs montre une augmentation des effectifs de la filière entre 1999 et 2003, date à laquelle a commencé une décline correspondant à une baisse des effectifs de 7 points en 6 ans mais conserve un gain de 2 points sur les 10 années observées. Une résistance à souligner face aux 24 points perdus par l'industrie régionale ces dix dernières années.

Au plan national, la baisse est plus sensible avec 3 points perdus sur les 10 années observées.

Evolution des effectifs

Base 100 = 1999 - Source : Centréco d'après Pôle emploi (hors coopérative)



La relative bonne tenue des effectifs pour le secteur des IAA en région Centre est en partie due aux quelques bouleversements industriels qu'a pu connaître cette filière, comparée aux autres secteurs. Au cours des dernières années, on peut néanmoins relever la fermeture d'Auga (biscotterie industrielle) à Châteauroux (180 emplois) en 2008, celle du site du Châtelet (18) du groupe volailler Doux (135 emplois) en 2008 également, celle de Paindor (boulangerie industrielle) à Orléans (45) entraînant la perte d'une soixantaine d'emplois, ou enfin celle de la conserverie Gillet à Contres (41) en 2010 (33 emplois).

A noter également que depuis quelques années, un certain nombre d'entreprises régionales a été racheté par des groupes dont le siège se trouve hors région.

Dans le même temps, les entreprises régionales ont également poursuivi leurs investissements et dans certains cas réalisé des projets d'envergure. De nouvelles entreprises agroalimentaires ont fait le choix de s'établir en région Centre, tel le groupe ANDROS qui, en 2007 a créé une unité de fabrication de desserts lactés ultra-frais et une plate-forme de distribution à Auneau (28), pour un investissement de l'ordre de 100 millions d'euros.

Les principaux investissements dans les entreprises agroalimentaires de la région Centre depuis 2008.

Source : Centréco – Veille journalistique

Entreprise	Dpt	Activité	Montant	Description	Date d'annonce
TRADIVAL	45	Viandes, salaisons	5 M€	Investissements sur 3 ans pour de nouvelles activités suite à la fusion avec Forez Porc	2011
SOCIETE VERMANDOISE INDUSTRIES	45	Sucrierie	5 M€	Investissement de 5M€ dans le site de Pithiviers (acquisition d'une tour de carbonation ; remplacement du système informatique de traçabilité des expéditions ; rénovation de l'usine). Des embauches sont prévues	2011
CHARCUTERIES GOURMANDES	37	Fabrication industrielle et commerciale de charcuteries salaisons et conserves à base de viandes	3 M€	Investissement pour du matériel de conditionnement	2011
GERM'LINE	18	Production de graines germées	2,5 M€	Nouveau site de production pour le développement d'une nouvelle gamme de produit	2011
CAIF	28	Production d'œufs embryonnés pour l'industrie pharmaceutique	2,3 M€	Extension des locaux et automatisation des lignes	2011
BARILLA HARRY'S FRANCE	36	Boulangerie industrielle	1,7 M€	Programme d'investissement pour l'automatisation du site	2011
COMEXO & SAUCES	45	Transformation, conditionnement de sauces froides	15 M€	Construction d'une nouvelle usine plus vaste permettant une dizaine d'embauches	2010
BCS ILE DE FRANCE	45	Boulangerie industrielle (fabrication de pains et de baguettes)	12 M€	Investissement dans une nouvelle ligne de production "prêt à cuire" et dans une plate-forme de stockage pour une mise en service prévue fin 2012, début 2013. 25 emplois créés	2010
LAITERIE DE VARENNES	36	Conditionnement du lait, de jus de fruits et autres liquides alimentaires	7 M€	Programme d'investissement de 7 millions d'euros	2010
MINOTERIE VIRON	28	Minoterie (farine pour l'alimentation humaine)	4,5 M€	Programme de modernisation afin d'augmenter les capacités de production	2010
COCHONNAILLES DU HAUT BOIS	28	Charcuterie industrielle	3 M€	Programme d'investissement de 3M€ pour augmenter le nombre de places d'élevage et la capacité de transformation. 5 à 6 emplois créés	2010
LAITERIE DE SAINT-DENIS DE L'HOTEL LSDH	45	Conditionnement de produits liquides et frais	3 M€	Programme d'investissement de 3 millions d'euros	2010
BOUTHEBOURG	45	Conservation de légumes	1,2 M€	Automatisation des lignes de production	2010
PATISSERIE MICHEL KREMER	36	Pâtisserie industrielle.	1 M€	Investissement matériel	2010
SODEXO	28	Centre de préparation de repas pour les collectivités locales et entreprises	3 M€	Implantation d'un centre de préparation de repas pour desservir les collectivités locales et les entreprises de la région centre et de l'IDF. 135 emplois créés.	2009
PRODIA	45	Collecte et traite d'agro-alimentaire pour chiens et chats	3 M€	Développement et programme d'investissements. Une dizaine d'emplois créée.	2009

Entreprise	Dpt	Activité	Montant	Description	Date d'annonce
S & P	18	Elaboration, fabrication et commercialisation de produits à base de viande	2,3 M€	Création d'une filiale commune entre Puigrenier et Somafer pour la production de produits élaborés à base de viande. 30 emplois créés.	2009
TEREOS - Sucrerie d'Artenay	45	Sucrerie distillerie	2 M€	Transfert de lignes de conditionnement de l'usine Beghin Say de Nantes, dont Tereos a annoncé la fermeture en 2008. 35 postes créés.	2009
FROMAGERIE CLOCHE D'OR	37	Fabrication de fromages	1,2 M€	Augmentation de la capacité de production	2009
LAITERIE DE VARENNE	45	Conditionnement du lait, de jus de fruits et autres liquides alimentaires	25 M€	Augmentation de la capacité de production. 50 emplois créés.	2008
LAITERIE DE SAINT-DENIS DE L'HOTEL LSDH	45	Conditionnement de produits liquides et frais	6 M€	Programme d'investissement de 6 millions pour 2008, dont un transtockeur automatique (5M)	2008
MARCO POLO FOODS	41	Fabrication industrielle de sushi. Marque YEDO	4 M€	Doublment des capacités de production dès 2009. 50 emplois créés.	2008
PHOSCAO	45	Fabrication de poudre de chocolat pour petit déjeuner	1,5 M€	Programme d'investissement de 1,5M€	2008

Un secteur qui continue de recruter

Les entreprises du secteur agroalimentaire de la région recrutent régulièrement. En dehors des activités artisanales, ce sont les industries des viandes et du travail du grain, les deux secteurs les plus représentés en région Centre, qui ont publié le plus d'offres d'emplois en 2010. Toutefois, la majorité de ces offres concernait des contrats à durée déterminée.

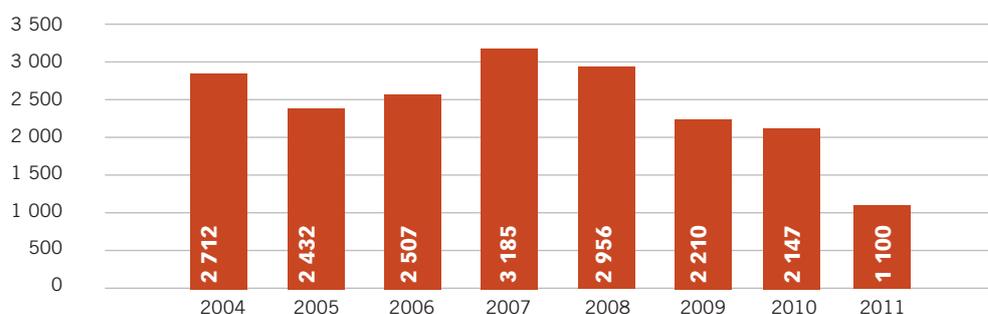
La dernière enquête des Besoins de Main d'Œuvre indique par contre un millier de projets de recrutements prévus au sein des industries agroalimentaires en région Centre en 2011, soit une baisse par rapport à 2010, période pour laquelle deux mille postes étaient annoncés.

Les postes les plus recherchés dans les industries concernaient la conduite d'équipement de production alimentaire, l'abattage et la découpe de viande, ainsi que des emplois logistiques (manutention, conduite et livraison, préparation de commande).

De manière générale, les entreprises de la région, comme nous l'avons relevé au niveau national, indiquent des difficultés pour le recrutement de ces postes.

Les offres d'emploi des IAA en région Centre

Source : ORFE, d'après Pôle emploi

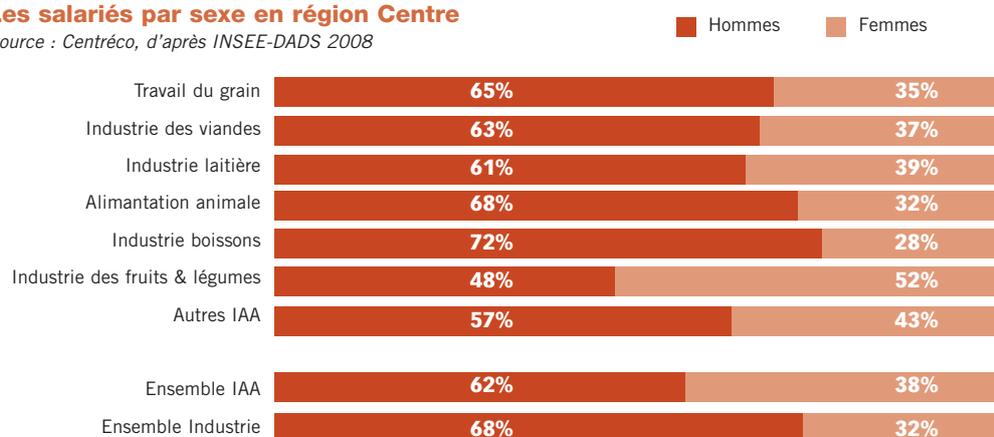


Les salariés des industries agroalimentaires de la région Centre : Une industrie légèrement plus féminisée que la moyenne

La répartition par sexe des salariés des IAA de la région Centre met en évidence une féminisation légèrement plus importante (+6 points) que l'ensemble des industries, tendance vérifiée au niveau national. Le déficit d'attractivité des métiers de l'agroalimentaire et un progrès dans l'amélioration de la pénibilité du travail (ex : automatisation) expliquent en partie cette proportion. Cette féminisation demeure relative puisque les hommes sont encore majoritaires (62%) dans l'ensemble des effectifs des IAA, avec toutefois des situations contrastées suivant les segments considérés : majorité de femmes dans l'industrie des fruits et légumes (52%) contre seulement 22% dans les établissements régionaux de fabrication de boissons. On constate également un plébiscite des femmes dans certaines entreprises où un travail de minutie est requis tel que la chocolaterie ou la pâtisserie industrielle.

Les salariés par sexe en région Centre

Source : Centréco, d'après INSEE-DADS 2008



Les IAA de la région Centre connaissent un vieillissement de leurs salariés

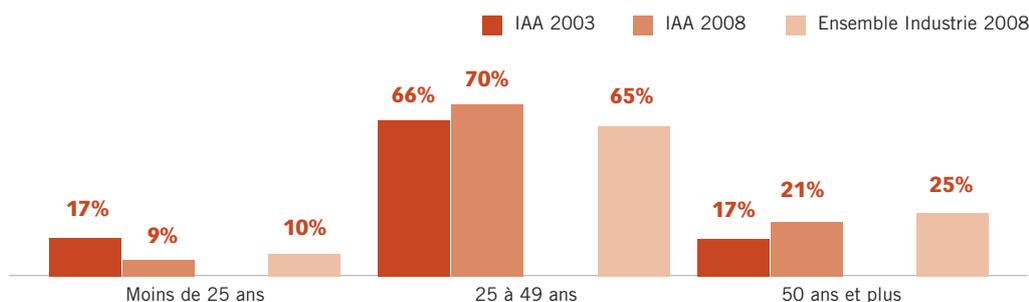
La pyramide des âges de l'industrie agroalimentaire en région Centre est relativement proche de celle de l'industrie en général, avec toutefois une part légèrement inférieure de salariés de 50 ans et plus.

La comparaison de ces chiffres avec ceux de l'étude menée par Centréco en 2005, montre un vieillissement des salariés, avec une diminution de la part des moins de 25 ans et une augmentation de celle des plus de 50 ans.

Cette évolution n'est pas propre aux IAA mais est une tendance générale de l'industrie qui devient une préoccupation importante pour les entreprises qui vont devoir faire face à des départs en retraite nombreux dans les années à venir, avec des risques de pertes de savoir-faire.

Répartition des salariés par tranche d'âge

Source : Centréco, d'après INSEE-DADS 2003 -2008



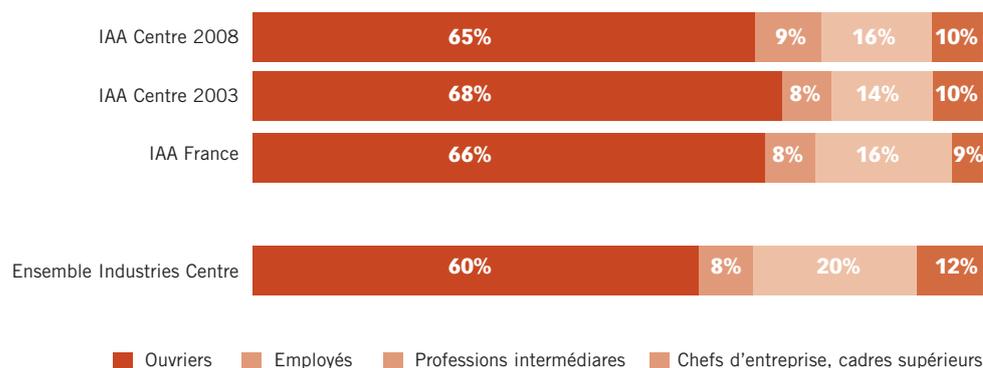
Une faible qualification des emplois, mais en progression

La répartition des salariés des industries agroalimentaires par catégories socioprofessionnelles met en évidence une plus faible qualification des emplois que dans le reste de l'industrie, avec une part d'ouvriers supérieure de 5 points. Ce constat se vérifie au niveau national.

Toutefois, on constate une légère progression par rapport aux données de 2003, avec une augmentation de la part des salariés de niveau « employé et professions intermédiaires » qui rend compte sans doute de la qualification croissante des emplois dans cette industrie.

Répartition des salariés par catégorie socioprofessionnelle

Source : Centréco, d'après INSEE-DADS 2008



Des salaires plus faibles dans les IAA que pour la moyenne des secteurs industriels

Les salaires au sein des IAA de la région Centre sont en moyenne inférieurs à ceux de l'ensemble de l'industrie régionale. La part la plus importante de l'emploi ouvrier au sein des IAA est sans doute la principale raison de ce décalage. Toutefois, la comparaison des salaires entre les différents secteurs des industries agroalimentaires de la région et les catégories socioprofessionnelles fait apparaître de fortes différences qui sont toutefois à pondérer.

Salaires brut moyen horaire

Source : Centréco, d'après INSEE-DADS 2008

	Région Centre	France
Ens. IAA	16,21 €	16,23 €
Ens. Industrie	17,10 €	18,10 €

Ainsi, le niveau moyen constaté sur le secteur de l'alimentation animale résulte avant tout de la présence du groupe industriel Mars PF dont les niveaux salariaux ne sont pas représentatifs de la filière.

Salaire brut moyen horaire par secteur et CSP

Source : Centréco, d'après INSEE-DADS 2008

	Chefs d'entreprises et cadres	Professions intermédiaires	Employés	Ouvriers
Travail du grain	27,75 €	17,96 €	12,57 €	12,38 €
Ind. des viandes	31,43 €	17,68 €	12,32 €	11,87 €
Ind. Laitière	27,51 €	16,92 €	11,46 €	12,21 €
Ind. des boissons	29,50 €	18,50 €	13,30 €	14,00 €
Ind. des fruits & légumes	33,74 €	17,20 €	11,29 €	11,46 €
Alimentation animale	56,90 €	26,70 €	18,00 €	20,00 €
Autres IAA	30,42 €	19,20 €	12,18 €	13,06 €
Ens. IAA	34,92 €	19,54 €	12,83 €	12,78 €

5. Les performances économiques des IAA en région Centre

Les entreprises agroalimentaires de la région Centre ont réalisé en 2009 un chiffre d'affaires de 4,326 milliards d'euros¹⁰, soit 3% du chiffre d'affaires national.

Au total 3 secteurs réalisent 55% du chiffre d'affaires de la filière régionale : l'industrie des Viandes, la fabrication de boissons et surtout la fabrication d'aliments pour animaux. Ce secteur a réalisé en 2009 un chiffre d'affaires de 952 millions d'euros soit 22% du chiffre d'affaires pour (seulement) 11% des effectifs régionaux de la filière. Un résultat à comparer au plan national puisque ce secteur réalise 8% du chiffre d'affaires de la filière.

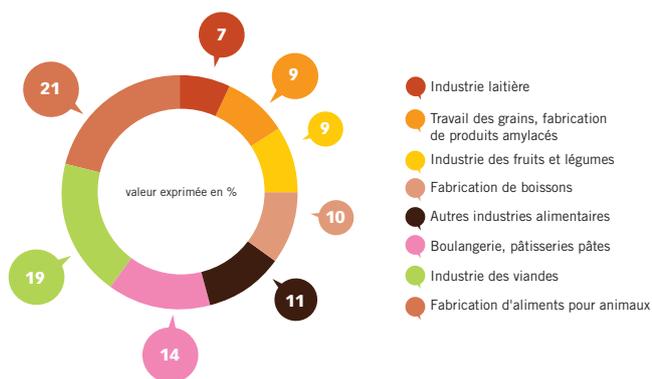
Répartition sectorielle du chiffre d'affaires

Source : Centréco



Répartition sectorielle de la valeur ajoutée

Source : Centréco



L'analyse sur la valeur ajoutée permet de retrouver d'une certaine logique la prédominance du secteur de la fabrication d'aliments pour animaux (24% de la VA régionale) suivie de la Boulangerie-Pâtisserie-Pâtes (19%). On observe, toutefois, un décalage avec les résultats nationaux. Ainsi, la fabrication animale représente 5% de la VA de la filière nationale alors que l'industrie des Viandes pèse pour 18% contre 11% en région Centre. Cet écart s'explique par le fait que l'activité régionale est majoritairement une activité d'abattage (peu de valeur ajoutée) et moins une activité de transformation.

10- Source : ESANE 2009

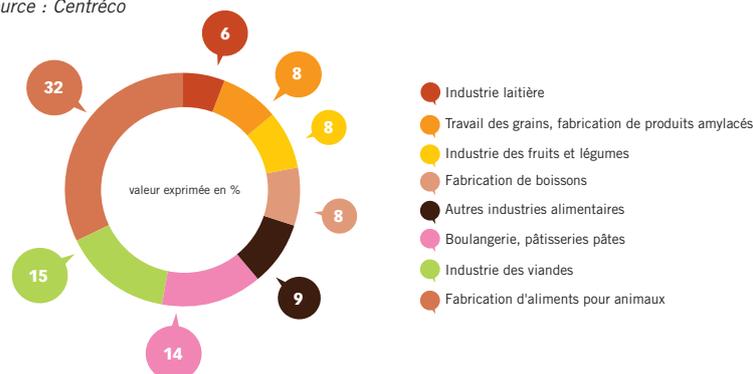
6. Le commerce international

Les entreprises de la région Centre et l'export

Le chiffre d'affaires export des entreprises agroalimentaires de la région Centre représente 16% du chiffre d'affaires total alors qu'au plan national la moyenne est de 18,4%. Ce léger décalage s'explique par la proximité de l'Ile-de-France qui représente un bassin de consommation de 11,7 millions d'habitants.

Répartition sectorielle du chiffre d'affaires export

Source : Centréco



La fabrication d'aliments pour animaux trône le résultat Export de la filière régionale avec 32% du chiffre d'affaires export, suivi du secteur des Boissons qui réalise 14% du chiffre d'affaires. Tous les autres secteurs voient leur part de CA export comparable avec un taux autour de 8%. Ces résultats sont très éloignés des résultats nationaux dont l'activité Export est largement dominée par le secteur des Boissons (26% du CA), de l'industrie Laitière (16%) et des Viandes (12%).

Les 10 premières entreprises exportatrices de la région Centre

Source : Douanes, Palmarès Export 2009

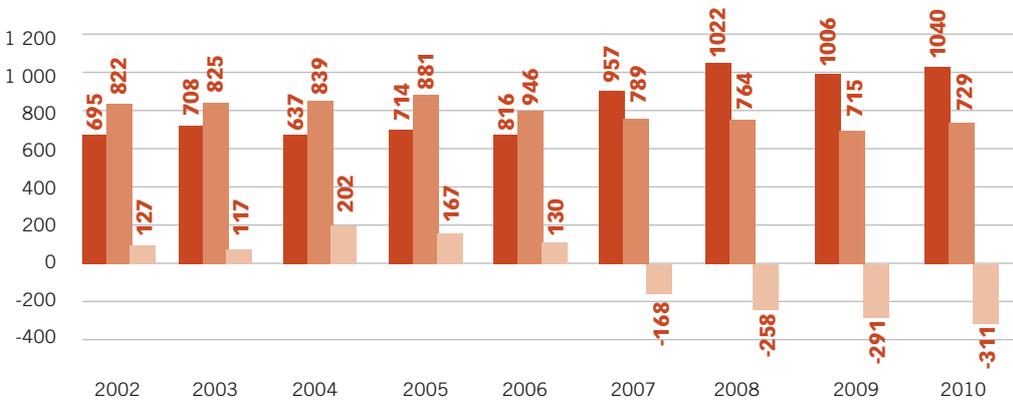
Raison sociale	Activité NAF	Dpt
MARS PF FRANCE	Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie	45
ST DALFOUR ET CIE	Transformation et conservation de fruits	41
LAITERIES HUBERT TRIBALLAT	Fabrication de fromage	18
GEORGES MONIN SAS	Production de boissons alcooliques distillées	18
ARTENAY CEREALS	Autres activités du travail des grains	45
EBLY	Autres activités du travail des grains	28
LAITERIE DE SAINT-DENIS DE L'HOTEL	Production de boissons rafraîchissantes	45
SENSAS	Fabrication d'aliments pour animaux de ferme	28
AFFINITY LA CHAPELLE	Fabrication d'aliments pour animaux de compagnie	41
TRADIVAL	Transformation et conservation de la viande de boucherie	45

Une balance commerciale devenue déficitaire en 2007

Les données du commerce extérieur de la région Centre montre que la balance commerciale régionale pour les produits des industries de l'agroalimentaire est déficitaire depuis 2007 en raison d'une baisse légère des exportations, mais surtout d'une augmentation de la valeur des importations.

Balance commerciale de la région Centre pour les produits agroalimentaires

Source : Direction des Douanes et des Droits indirects du Centre - en millions d'euros



Les principales importations de la région sont des produits de l'industrie des Viandes, des fruits et légumes et des autres industries alimentaires, notamment les thés et cafés.

Les principaux partenaires commerciaux de la région Centre

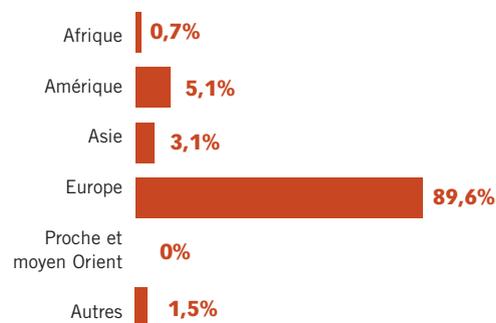
Les échanges internationaux sont très majoritairement intra-européens, comme cela est vrai au niveau national. Les pays européens représentent, en effet, 83% des exportations, et près de 90% des importations de la région. La Belgique, l'Allemagne et l'Espagne font partie des principaux partenaires économiques de la région.

Hors Europe, les Etats-Unis représentent un débouché relativement important pour les produits de la région Centre.

La part de l'Asie dans les exportations de la région Centre a augmenté depuis 2004. Elle représente aujourd'hui plus de 5% des exportations régionales, la Chine arrivant au douzième rang des pays clients de la région.

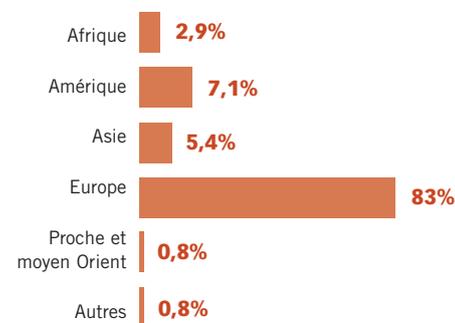
Origine des importations de la région Centre

Source : Centréco, Direction des Douanes et des Droits indirects du Centre



Destination des exportations de la région Centre

Source : Centréco, Direction des Douanes et des Droits indirects du Centre



.....

Principaux fournisseurs de la région Centre

Pays	% des importations	Rang
Pays-Bas	22,6%	1
Belgique	16,0%	2
Allemagne	13,9%	3
Espagne	10,9%	4
Irlande	5,6%	5
(...)		
Brésil	3,7%	8
(...)		
Etats-Unis	0,6%	16
(...)		
Chine	0,2%	26

.....

Principaux clients de la région Centre

Pays	% des exportations	Rang
Royaume-Uni	19,6%	1
Belgique	15,9%	2
Italie	10,4%	3
Allemagne	9,6%	4
Espagne	7,6%	5
Etats-Unis	5,4%	6
(...)		
Chine	1,2%	12
(...)		
Brésil	0,3%	31

.....



PARTIE IV :

Les différentes industries agroalimentaires de la région Centre

1. L'industrie des viandes

Le secteur industriel de la viande regroupe les entreprises et les établissements qui transforment et conservent la viande de boucherie et les volailles ou réalisent des préparations à base de ces produits. Les activités vont donc de l'abattage et découpe de la viande, à la production de portions individuelles (fraîches, congelées ou surgelées), ainsi qu'à la fabrication de produits à base de viande ou d'abats (pièces salées, fumées, séchées, cuites, etc.), de charcuterie ou enfin la fabrication de plats préparés.

A noter que du fait des modifications de la nomenclature d'activités, un certain nombre d'établissements fabriquant des plats préparés à base de viande, auparavant classés dans ce secteur, sont maintenant classés dans les « autres industries alimentaires », avec des entreprises réalisant des plats préparés à base de légumes ou de produits de la mer ». C'est le cas notamment de Cargill Foods (préparation de nuggets de poulet).

L'industrie des viandes est le premier secteur agroalimentaire en termes de nombre d'établissements (95) et le deuxième en termes d'emplois (2 289).

En BREF

- **95 établissements**
- **2 289 emplois**
- **Chiffre d'affaires : 740 M€**
- **Ventes à l'export : 112 M€**

Les 3 principaux employeurs :

- Doux Frais (18)
- Volabraye (41)
- Tradival (45)

1^{er} secteur d'activités de la filière régionale en termes d'établissements

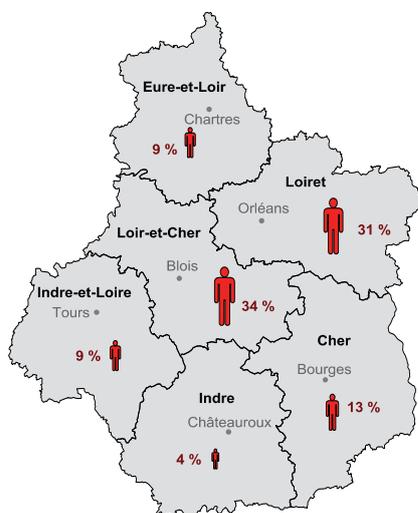
2^e en termes d'effectifs

3^e en termes de chiffre d'affaires

Source : Esane 2009, Douanes 2010

Le Loir-et-Cher, 1^{er} employeur du secteur

Source : Centréco d'après Unistat 2008 - Source cartographie : Articque



Classée deuxième derrière le secteur Boulangerie-Pâtisserie-Pâtes, l'industrie des Viandes est une des principales activités agroalimentaires de la région Centre, comme elle l'est au plan national puisque ce secteur représente pas moins de 28% des emplois de la filière agroalimentaire française (contre 18% en région Centre).

Avec plus de 900 emplois, le Loir-et-Cher est le département de la région Centre qui concentre les effectifs les plus importants.

Il accueille notamment un des premiers employeurs de ce secteur, Les Volailles de La Vallée de La Braye (marque VOLABRAYE) dont l'activité est l'abattage, la découpe, l'élaboration et le conditionnement de viande de volailles. Notons également la présence des Etablissements GOURAULT pour l'abattage, la découpe et le conditionnement de viande de bœuf.

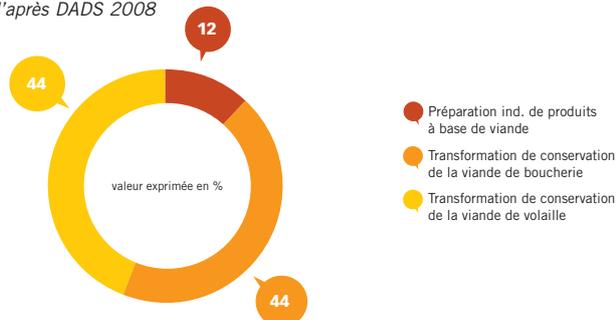
A moins d'une centaine d'emplois derrière, le Loiret est le deuxième département de la région Centre pour l'industrie des Viandes. Il compte notamment l'entreprise TRADIVAL, ex Orléans Viande, qui a fusionné en mai 2010 avec Forez Porc. TRADIVAL dispose ainsi de 3 sites en France et investira à Fleury-les-Aubrais 5 à 6 millions d'ici 2014 pour développer de nouvelles activités.

Les activités

En termes d'emplois, la transformation et la conservation de viande de boucherie et de viande de volailles sont à égalité en région Centre, représentant chacune 44% des effectifs salariés.

Industries des viandes : Répartition des effectifs

Source : Centréco d'après DADS 2008



Plusieurs grands établissements

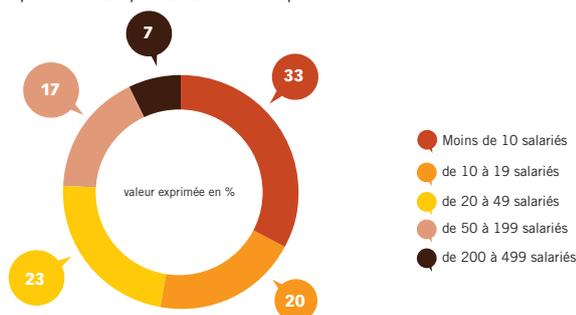
Les établissements de l'industrie des viandes sont de taille relativement plus élevée que la moyenne des IAA en région Centre.

La part des établissements de moins de 10 salariés est en effet de 13 points inférieure.

La région compte un certain nombre de PME dynamiques, comme par exemple les Etablissements PUIGRENIER, à Bourges, qui ont créé des emplois grâce à un élargissement de leur gamme et qui ont créé une filiale commune avec l'entreprise SOMAFER pour la production de produits élaborés à base de viande.

Industries des viandes : Taille des établissements

Source : Centréco d'après Pôle Emploi 2010 hors coopérative



Un accroissement des emplois en région Centre jusqu'en 2007

L'observation de la courbe des emplois montre une croissance des emplois salariés dans l'industrie des Viandes de la région Centre jusqu'en 2007, alors que les effectifs au niveau national ont commencé à baisser dès 2004.

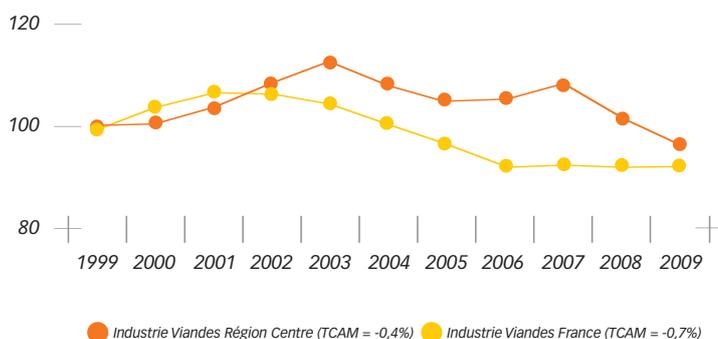
La courbe ci-dessous laisse apparaître en 2008 une baisse globale des emplois régionaux, due à la baisse des effectifs dans le domaine de la transformation des volailles. Comme nous l'avons signalé, il est possible que cette baisse relève en partie du changement de nomenclature ayant entraîné le déplacement de certains établissements vers un autre segment industriel (Cargill Foods – 260 emplois)

Mais la région Centre a également été marquée par les restructurations des sites du groupe DOUX. En 2008, Doux a fermé son site du Châtelet (18) qui comptait 130 salariés. Des investissements ont toutefois eu lieu sur les autres sites du groupe. Le site de Blancafort (18) est devenu la plateforme logistique de compostage et de production de la région Centre-Est et une quarantaine d'emplois a été créée sur le site de Boynes (45).



Evolution de l'emploi sur 10 ans dans l'industrie des viandes

Source : Centréco d'après Pôle Emploi 2010 hors coopérative - indice 100 = 1999



Performances économiques du secteur

En 2009, le chiffre d'affaires des industries des Viandes de la région s'est élevé à 740 millions d'euros, soit 2,5% du chiffre d'affaires national de cette industrie.

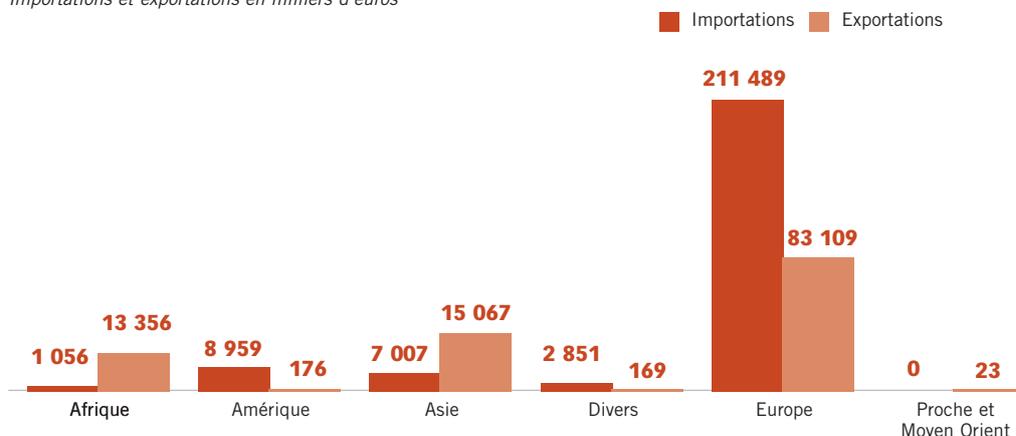
En termes de valeur ajoutée, la région Centre, avec 105,8 millions d'euros en 2009, ne représentait que 2% de la valeur nationale, soit au 13^e rang des régions françaises.

Les échanges internationaux

D'après les statistiques des Douanes, la région Centre importe deux fois plus en valeur qu'elle n'exporte de produits des industries des viandes. Le montant des importations s'élevait en 2010 à 231 millions d'euros contre seulement 112 millions pour les exportations. Les échanges sont très majoritairement intra-européens, même si on constate un développement important des exportations vers les pays d'Asie et d'Afrique, qui représentent aujourd'hui 25% des exportations globales, contre seulement 8,5% en 2003.

Industrie des viandes : Echanges entre la région Centre et le reste du monde en 2010

Source : Centréco d'après Direction des Douanes et des Droits indirects du Centre
Importations et exportations en milliers d'euros



Parmi les principaux exportateurs de la région, on retrouve de grands établissements comme Tradival, Mckey Food, le groupe irlandais Dawn Meats France, mais également des entreprises plus petites comme Interaba, une entreprise de boyauderie familiale, qui exporte ses gammes de produits ou encore les Etablissements Gourault.

Tendances et perspectives de l'industrie des viandes

L'industrie des viandes est le premier segment au sein des industries alimentaires en France. Mais ce secteur doit faire face à de nombreuses difficultés économiques. En effet, face à une concurrence européenne et mondiale, l'industrie française souffre d'un déficit de compétitivité. La rentabilité des industries françaises des viandes s'est dégradée au cours des dernières années et le taux de marge des entreprises est inférieur à la moyenne.

Le secteur de la viande reste une industrie de main d'œuvre qui pâtit d'une faible attractivité pour ses métiers en raison notamment de conditions de travail jugées difficiles. Pour faire face à des problèmes de recrutement, des solutions de mécanisation se développent permettant de pallier à ce déficit de main d'œuvre qualifiée et à ce manque de productivité.

Au niveau mondial, le marché de l'industrie de la viande est en croissance, grâce notamment à l'augmentation démographique et à la hausse du pouvoir d'achat des pays en développement. Au niveau européen et français, le marché de la viande a connu de fortes évolutions ces dernières années. Il est soumis à des phénomènes conjoncturels (crises sanitaires et crise économique) ainsi qu'à l'évolution des habitudes alimentaires des consommateurs (montée des préoccupations nutritionnelles et écologiques du consommateur, etc.) qui ont entraîné une baisse régulière de la consommation de viande.

La forme des viandes consommées poursuit son évolution vers des produits de plus en plus élaborés, que ce soit pour le consommateur final comme pour les professionnels de la restauration : produits de plus en plus pratiques permettant une utilisation plus facile et rapide ainsi qu'une meilleure conservation. Cette évolution a favorisé de nombreuses innovations dans ces domaines, tant du point de vue des recettes que du conditionnement.

2. L'industrie de la transformation du grain et des céréales pour l'alimentation humaine.

En BREF

- 69 établissements
- 3 244 emplois
- Chiffre d'affaires : 966,5 millions d'€
- Ventes à l'export : 47 millions d'€

Les 3 principaux employeurs :

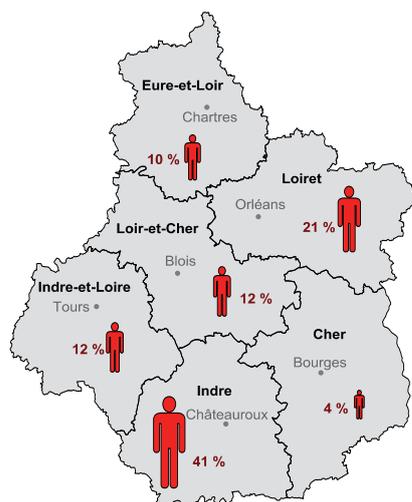
- Barilla Harry's (36)
- Savane Brossard (45)
- Pâtisseries Kremer (36)

1^{er} secteur agroalimentaire en termes d'emplois
6% du CA national
5,4% des emplois nationaux

Source : Esane 2009, Douanes 2010

Des effectifs concentrés dans l'Indre

Source : Centréco d'après Unistat 2008 - Source cartographie : Artique



Afin de refléter l'importance de l'industrie des céréales en région Centre, nous avons regroupé dans ce grand segment l'ensemble des activités de travail du grain (la meunerie principalement) et les activités de seconde transformation à destination de l'alimentation humaine, c'est à dire les boulangeries, pâtisseries, biscuiteries et biscotteries industrielles, ainsi que la fabrication de pâtes alimentaires.

Rappelons que les malteries sont quant à elles intégrées dans l'industrie des boissons.

L'ensemble de ce segment de transformation du grain et des céréales regroupe 3 244 salariés soit 26% des effectifs de la filière agroalimentaire régionale. Ce taux est à comparer aux 14% de la moyenne nationale, soulignant, si besoin était, l'activité importante de production de céréales en région et essentiellement en Beauce.

Répartition des activités

En région Centre, 18 % des effectifs de la filière concernent la meunerie. Le reste des emplois concerne la fabrication de produits secs (biscottes, biscuits, etc.), de pâtes ou encore la fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche. Cette dernière, avec notamment la présence dans l'Indre du groupe Barilla Harry's, représente 52% des emplois du secteur « travail du grain et céréales ».

Travail du grain et céréales : répartition des effectifs

Source : Centréco d'après DADS 2008



L'activité « Biscuiterie » est également un secteur important en région Centre. Celui-ci emploie plus de 760 salariés au sein de 31 établissements. Cela représente un peu plus de 5% des effectifs et 7% des entreprises françaises de ce secteur.

Si l'essentiel des effectifs appartient aux deux grandes biscuiteries industrielles que sont St Michel Biscuits à Contres (Loir-et-Cher - 247 salariés) et Savane Brossard à Pithiviers (Loiret - 215 salariés), de nombreuses PME fabriquent des biscuits en région Centre telle la Biscuiterie Moderne à Lailly en Val (Loiret), la Biscuiterie Mercier à Baugy (Cher) ou le Croquet de Charost à Neuvy Pailloux (Indre).

Cependant, ce secteur n'échappe pas à des réorganisations industrielles et certaines biscuiteries et biscotteries de la région ont soit été rachetées comme la Biscuiterie Rougier, rachetée par le groupe POULT en 2008, soit disparu comme la Biscotterie AUGA dans l'Indre avec 143 salariés.

L'analyse géographique régionale du secteur « transformation du grain et des céréales » fait apparaître que l'Indre, avec notamment la présence de Barilla Harry's et de la PME régionale Michel Kremer (fabrication de pâtisseries surgelées - 150 salariés) concentre 41% des effectifs.

Le Loiret regroupe plus de 20% des emplois et compte un certain nombre de minoteries et d'établissements de seconde transformation, tels que le site de fabrication du gâteau Savane de Brossard, qui a été racheté par le groupe Limagrain en mai 2011 et qui compte 215 salariés.

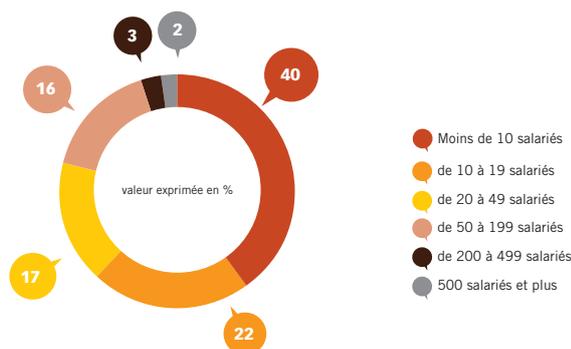
A noter que c'est également dans le Loiret que se situe le laboratoire d'analyses des blés de Banette, fondé en 1980 grâce au regroupement d'une quarantaine de meuniers, ainsi que son école qui forme des boulangers souhaitant s'installer à leur compte.

Les départements d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher comptent chacun une dizaine d'établissements. L'Indre-et-Loire compte notamment Le Fournil du Val de Loire, société du groupe Intermarché, qui produit des viennoiseries et des pains et emploie 120 personnes à Joué-lès-Tours.

Le Loir-et-Cher accueille, quant à lui, le siège, la production et la logistique de la biscuiterie Saint Michel Biscuits à Contres.

Travail du grain et céréales : répartition des établissements

Source : Centréco d'après DADS 2008



Grand producteur de céréales, le département de l'Eure-et-Loir concentre la part la plus importante d'emplois dans le domaine de la première transformation où se trouve un certain nombre de minoteries telles Axiane Meunerie (Les Grands Moulins de Chartres) ou les Minoteries Viron.

Comme nous l'avons vu, ce secteur compte quelques grands établissements, mais rappelons que plus de 60% des entreprises de la région comptent moins de 20 salariés.

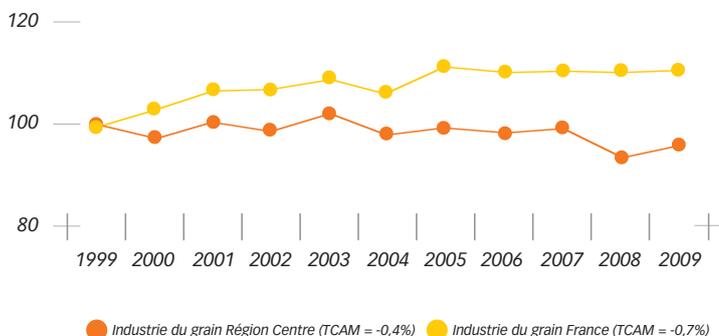
Diminution légère des emplois en 10 ans

Le secteur a connu en région Centre une diminution des emplois à un rythme de -0,6% par an depuis 1999, alors qu'au niveau national les effectifs augmentaient légèrement sur cette même période.

Pour la seule activité de meunerie, la réforme de la PAC a entraîné une révision des quotas de production réduisant les capacités à l'export. De nombreux moulins ont fermé et d'autres se sont regroupés. L'impact sur l'emploi explique en partie l'érosion constatée depuis 2003.

Évolution de l'emploi sur 10 ans dans le travail du grain

Source : Centréco d'après Pôle Emploi 2010 hors coopérative - indice 100 = 1999



Performances économiques

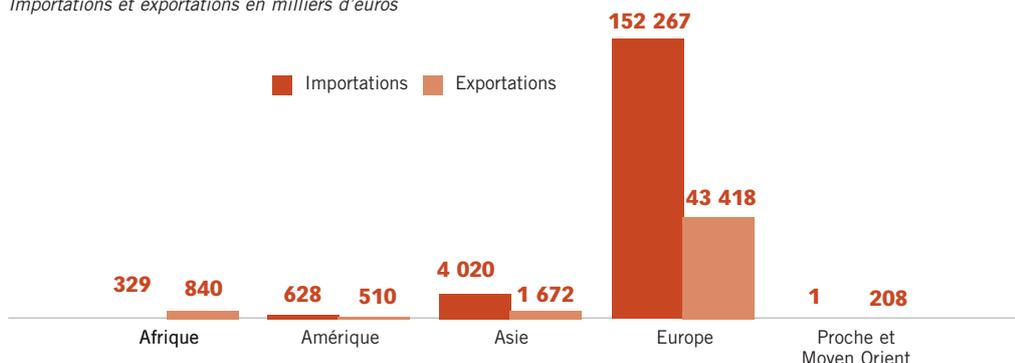
Ce secteur génère le chiffre d'affaires le plus élevé de la filière régionale avec 966,5 millions d'euros en 2009, soit 22,3% du CA total. Il se place également au 1^{er} rang pour le montant de la valeur ajoutée qui se monte à 248,3 millions d'euros soit 26,7% du total.

Avec moins de 5% du CA réalisé à l'export, le secteur enregistre, pour 2009, un des plus faibles taux. Un taux à relativiser car si l'exportation de produits de 2^e transformation n'est que de 6% environ, celui de la meunerie dépasse les 15%.

En 2010, la balance commerciale de la région Centre pour les produits du travail du grain et des céréales est déficitaire avec des importations (159 M€) dépassant largement le montant des exportations réalisées depuis la région (47M€).

Travail du grain : Échanges entre la région Centre et le reste du monde en 2010

Source : Centréco d'après Direction des Douanes et des Droits indirects du Centre
Importations et exportations en milliers d'euros



Les échanges sont presque exclusivement intra-européens, l'Asie ne représentant par exemple que 3,5% des exportations de la région. Parmi les principaux exportateurs régionaux, on retrouve deux entreprises qui ont su développer des produits nouveaux autour de la première transformation de la production agricole régionale : Artenay Cereals, (appartenant maintenant à un groupe espagnol), qui a développé une gamme de spécialités céréalières, ainsi que la société Ebly, (rachetée par la coopérative Agralys et le groupe Mars) qui a été la première entreprise à commercialiser du blé dur précuit.

Tendances et perspectives

Ce segment regroupe des problématiques différentes en fonction des activités des entreprises, notamment entre les activités de première et de seconde transformation.

Au sein des activités de première transformation, la meunerie est le principal segment. Si la France reste le premier exportateur européen de farine, ses parts de marché diminuent au profit de ses partenaires européens, mais également en raison du développement d'outils industriels de plus en plus importants dans des pays traditionnellement importateurs : Maroc, Tunisie, Egypte....

Le secteur, où la part des structures coopératives est de plus en plus importante, souffre d'une surcapacité de production, et les industriels déploient des stratégies de rationalisation de leurs sites qui peuvent amener à la fermeture de certains moulins.

Sur un marché où il est difficile de se différencier, certains groupements ou entreprises ont su développer des stratégies marketing sur la base des services d'enseignes, d'appuis techniques et de marques, telles que Banette, dont le laboratoire est en région Centre, ou encore Baguépi, Rétrodor etc.

Les activités de seconde transformation regroupent des entreprises très diverses en termes d'activités, de marché et de taille, avec toutefois une majorité de PME.

Il s'agit de segments très concurrentiels, où la pression des GMS, principaux clients, est extrêmement forte. Pour soutenir leur développement, les entreprises doivent fortement innover :

- Dans leurs procédés de fabrication : pour notamment préserver la qualité des produits frais par exemple;
- Dans leurs recettes : afin de répondre à la demande des consommateurs, en termes de goûts, mais aussi de préoccupations santé (moins de conservateurs, moins de sucre, de matières grasses, etc).



3. L'industrie laitière

En BREF

- **41 établissements**
- **1 312 emplois**
- **Chiffre d'affaires : 323,7 millions d'€**
- **Ventes à l'export : 33,3 millions d'€**

Les 3 principaux employeurs :

- Laiteries H Triballat (18)
- Laiteries de Varennes (36-45)
- Novandie (28)

3^e secteur agroalimentaire régionale
5 AOP en fromages de chèvre

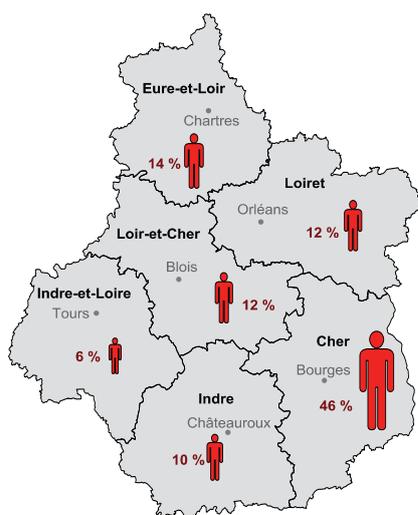
Source : Esane 2009

L'industrie laitière regroupe les entreprises qui collectent, transforment et conditionnent le lait de vache ou de chèvre.

La région Centre compte sur ce secteur 41 établissements regroupant 1 132 emplois. Dans cette activité, et particulièrement en région Centre, les entreprises industrielles cohabitent avec des entreprises de plus petite taille, dont la production est proche de l'artisanat (productions fermières et affineurs), et souvent réalisée sur les exploitations agricoles.

Près d'un emploi sur deux dans le Cher

Source : Centréco d'après Unistat 2008 - Source cartographie : Artique



La région Centre ne compte plus qu'une seule coopérative laitière : la Coopérative Laitière de la région Lochoise Verneuil-Reignac (37). Celle-ci collecte le lait, fabrique des produits frais et des fromages. Productrice de fromages AOP Sainte Maure de Touraine, la coopérative s'inscrit dans une stratégie de différenciation en se positionnant sur des produits du terroir.

Autre grand acteur du secteur et principal employeur de l'industrie laitière régionale : les Laiteries Triballat. Cette entreprise régionale de 700 personnes à Rians, dans le Cher, est spécialisée dans la fabrication de fromages frais (leader dans la production du célèbre crottin AOP Chavignol), et s'est diversifiée notamment dans les desserts.

De fait, la région Centre compte de très nombreux emplois dans la fabrication de fromages qui représentent à eux seuls 2/3 des effectifs de ce secteur d'activités.

Avec la présence des Laiteries Triballat sur son territoire, le département du Cher arrive en tête, en termes d'emplois sur ce secteur. A lui seul, il représente, en effet, près de 45% des effectifs.

Industrie laitière : Répartition des effectifs

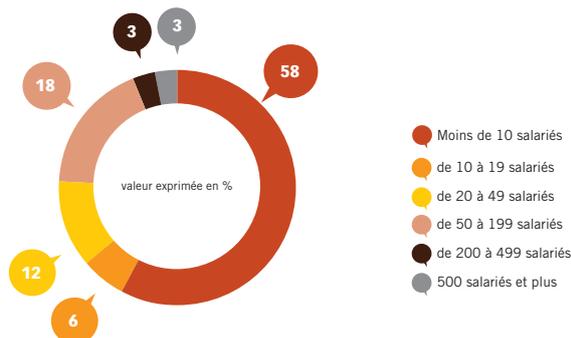
Source : Centréco d'après DADS 2008



Dans le secteur du lait, on note, comme pour l'ensemble des IAA, une forte prépondérance des établissements de moins de 20 salariés (64%).

Industrie laitière : Taille des établissements

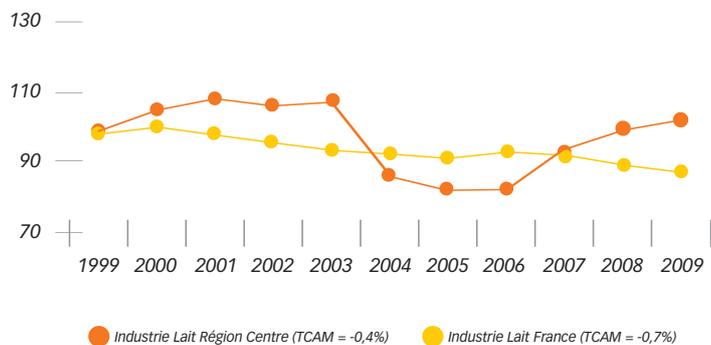
Source : Centréco d'après Pôle Emploi 2010 hors coopérative



Bien que la courbe d'emplois soit chaotique, l'industrie laitière en région Centre connaît, sur les 10 dernières années, une relative stabilité de l'emploi. La baisse annuelle moyenne constatée est de 0,4% contre 1,5% pour la moyenne nationale.

Évolution de l'emploi sur 10 ans dans l'industrie laitière

Source : Centréco d'après Pôle Emploi 2010 hors coopérative - indice 100 = 1999



Performances économiques

Avec 323,7 millions d'euros réalisés en 2009, l'industrie laitière est, des segments étudiés, celle qui a la part la plus faible de la filière IAA régionale : 7,5%.

La valeur ajoutée générée par ce secteur s'est élevée à 79 millions d'euros en 2009.

Côté export, la filière réalise un peu plus de 10% de son CA à l'international, se situant ainsi très en-deçà de la moyenne nationale qui se situe, en 2009, à plus de 17% pour ce secteur.

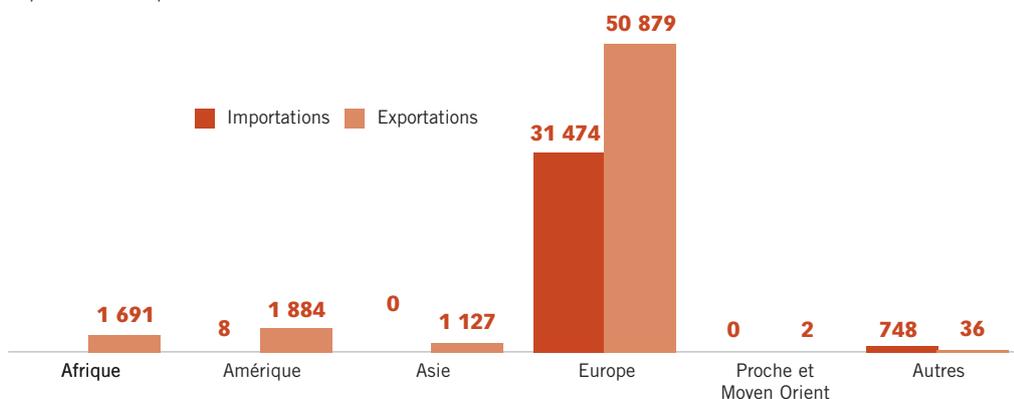
Néanmoins, la balance commerciale de la région Centre pour les industries du lait est positive en 2010 avec un excédent commercial s'élevant à plus de 23 millions d'euros.

Les importations ne proviennent que d'Europe (Belgique, Allemagne, Pays-Bas...), alors que les exportations de la région couvrent l'Amérique (les Etats-Unis sont au huitième rang des clients de la région), l'Asie (Thaïlande, Malaisie, ..) et l'Afrique (Algérie, Egypte,...).

Industrie du lait : Échanges entre la région Centre et le reste du monde en 2010

Source : Centréco d'après Direction des Douanes et des Droits indirects du Centre

Importations et exportations en milliers d'euros



Tendances et perspectives de l'industrie laitière

L'industrie française du lait est à la fois marquée par une atomisation des producteurs, notamment dans le domaine de la fabrication des fromages avec la présence de nombreuses productions fermières ou proches de l'artisanat, et par une forte concentration qui concerne les principaux leaders du secteur. Ce secteur est en effet en pleine restructuration, avec notamment un développement très fort de la part des coopératives.

Le secteur a été marqué récemment par la confrontation entre les producteurs laitiers et les transformateurs qui a engendré une hausse du prix du lait fragilisant un certain nombre d'industriels qui ont pu difficilement répercuter cette hausse. La volatilité du cours du lait et la prochaine sortie du système des quotas laitiers, une concurrence forte de certains pays européens tels que l'Allemagne, constituent des facteurs de fragilité pour cette industrie.

En termes de marché, le développement des produits laitiers est soutenu par l'évolution démographique et le développement de la demande extérieure alors que les marchés européens sont plutôt matures. L'export constitue un débouché très important pour ce secteur au niveau national. La balance commerciale de la France pour les produits laitiers est, en effet, largement bénéficiaire et les grands groupes français se développent de plus en plus à l'étranger. Le groupe Bel par exemple, présent en région Centre, réalise 25% de son chiffre d'affaires à l'export.

En termes de consommation et de tendances de marché, il existe de fortes disparités entre les différents segments : baisse de la consommation de produits dits « de base » comme le lait de conservation, ou le beurre par exemple, mais un développement des produits frais à valeur ajoutée tels que les yaourts et les desserts lactés.

Ainsi, le nombre de références au rayon frais des produits laitiers se multiplie et les industriels doivent innover constamment en réponse aux tendances de consommation.

4. La fabrication d'aliments pour animaux

En BREF

- 16 établissements
- 1 364 emplois
- Chiffre d'affaires : 952 millions d'€
- Ventes à l'export : 140 millions d'€

Les 3 principaux employeurs :

- Mars PF (45)
- Sensas (28)
- Affinity (41)

1^{er} secteur agroalimentaire pour le chiffre d'affaires total et Export

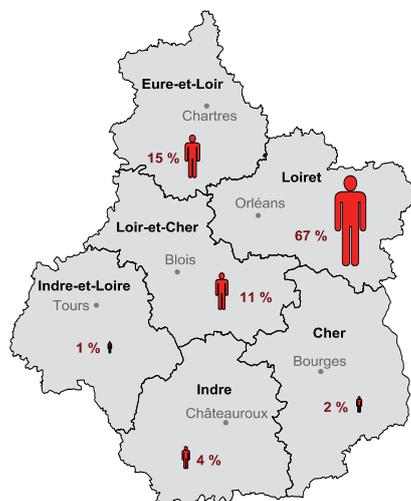
Source : Esane 2009, Douanes 2010

Le secteur de l'alimentation animale comprend la fabrication d'aliments pour animaux de ferme et de compagnie (petfood). Regroupées par la nomenclature dans le même segment, il s'agit toutefois de deux industries différentes dans leurs problématiques.

La région Centre compte dans ce secteur 16 établissements regroupant 1364 emplois, soit 11% des effectifs de la filière (4^e rang). Pour autant, **il est le plus important contributeur régional en termes de chiffre d'affaires**. Ces résultats font de la région Centre une des principales régions françaises pour cette activité avec un poids économique représentant 7,3% des effectifs nationaux, 8,6% du CA du secteur national et 10,9% du CA Export (2009). A cela, une explication : la présence de Mars PF à St Denis de l'Hôtel dans le Loiret.

2/3 des emplois dans le Loiret

Source : Centréco d'après Unistatis 2008 - Source cartographie : Articque

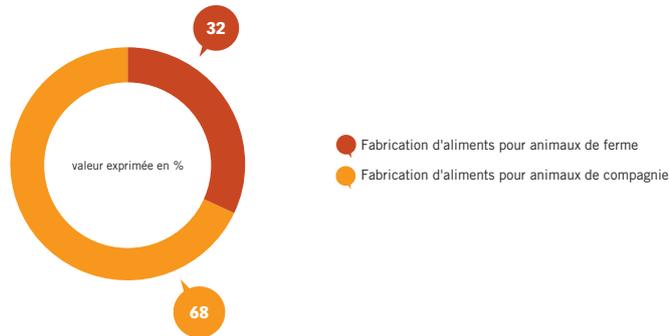


Mars PF, du groupe agroalimentaire américain Mars, est un des 4 établissements de fabrication de petfood recensés en région Centre. Ce seul site représente 86% des emplois de la branche « Petfood » et 58% des emplois du secteur « alimentation animale ».

Au total, le secteur « Petfood » représente 68% des emplois du secteur, contre 32% pour la fabrication d'aliments pour animaux de ferme dont le principal acteur en région est la société SENSAS à Fontenay-sur-Eure (Eure et Loir) et leader européen des appâts pour la pêche.

Alimentation animale : Répartition des effectifs

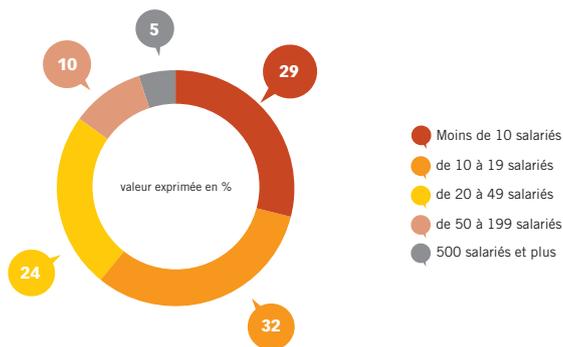
Source : Centréco d'après DADS 2008



Comme pour l'ensemble des autres secteurs agroalimentaires, mis à part les quelques grands établissements mentionnés, la majorité des établissements de la région compte moins de 20 salariés (61%).

Alimentation animale : Taille des établissements

Source : Centréco d'après Pôle Emploi 2010 hors coopérative



Performances économiques

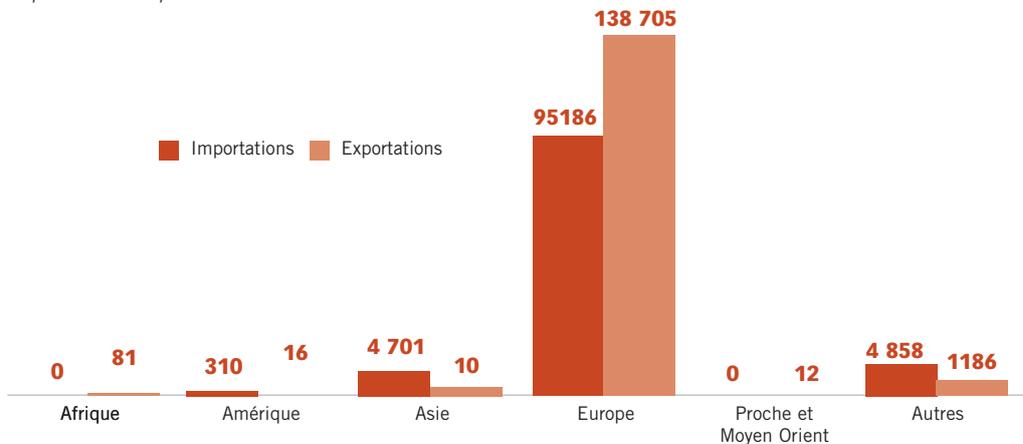
Avec 3,5% des établissements régionaux et 11% des effectifs de la région, le secteur « alimentation animale » a réalisé, en 2009, 22% du chiffre d'affaires de la filière IAA régionale avec 952 millions d'euros et 21,3% de la valeur ajoutée totale.

La balance commerciale de la région Centre pour les produits de l'alimentation animale est positive grâce à des exportations (140 millions d'euros) largement supérieures à celles des importations (105 millions d'euros).

Les échanges sont particulièrement centrés sur l'Europe (Allemagne, Espagne, Royaume-Uni), avec de fortes importations en provenance de la Hongrie. A noter également des importations en provenance d'Asie, la Thaïlande étant au cinquième rang des pays fournisseurs de la région Centre.

Alimentation animale : Échanges entre la région Centre et le reste du monde en 2010

Source : Centréco d'après Direction des Douanes et des Droits indirects du Centre
Importations et exportations en milliers d'euros



Tendances et perspectives du secteur de l'alimentation animale

En France, le secteur de la fabrication d'aliments pour animaux est partagé entre des entreprises privées et des coopératives. Les tendances de ce secteur diffèrent entre les deux segments : animaux de ferme ou animaux de compagnie.

Le secteur de la fabrication d'aliments pour animaux de ferme est une industrie de proximité, située à l'interface entre la production agricole, l'industrie agroalimentaire et l'élevage. Il s'agit d'un marché mature, en stagnation, et très dépendant de la conjoncture de l'élevage et de la production agricole.

Il est particulièrement impacté par l'augmentation du prix des matières premières agricoles (produits céréaliers et oléagineux) et a subi parallèlement ces dernières années, la baisse des filières d'élevage en France.

Le secteur a connu de fortes restructurations et son nombre d'entreprises a fortement baissé au cours des dix dernières années. Ces dernières doivent mener des stratégies leur permettant de maîtriser au mieux les coûts d'approvisionnement, tout en travaillant sur les formulations permettant de répondre aux besoins des animaux. La logistique est également un critère fort de compétitivité, en raison de délais très courts entre les achats et les livraisons.

Le secteur de la fabrication d'aliments pour animaux de compagnie souffre d'une baisse de son marché depuis quelques années. Le secteur a connu un mouvement important de concentration et l'Europe a été excédentaire en termes de capacité de production. Aujourd'hui, malgré ces difficultés, l'emploi se maintient en France et l'industrie française n'a pas connu de délocalisation, les entreprises étant situées à proximité des matières premières d'origine végétale et animale, ainsi que des bassins de consommation.

Les entreprises de ce secteur sont principalement des groupes, qui sont fortement présents à l'international. La moitié de la production française est d'ailleurs exportée.

La croissance des Marques De Distributeurs (MDD) sur ce secteur pousse les entreprises à innover et à se développer sur des produits à plus haute valeur ajoutée.

5. L'industrie des boissons

En BREF

- **85 établissements**
- **1 089 emplois**
- **Chiffre d'affaires : 439 millions d'€**
- **Ventes à l'export : 140 millions d'€**

Les 3 principaux employeurs :

- LSDH (45)
- Antartic (45)
- Sirops Monin (18)

2^e secteur agroalimentaire en termes de nombre d'établissements

1^{er} secteur en termes de CA Export

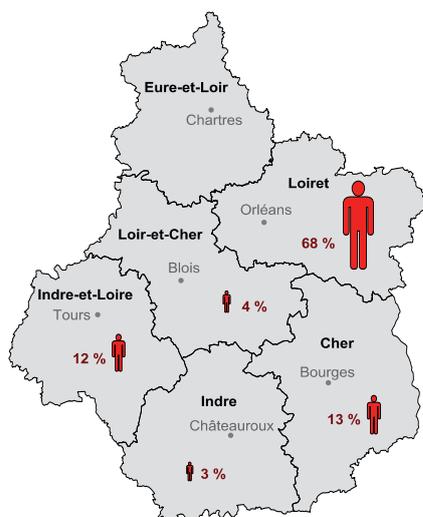
Source : Esane 2009

L'industrie des boissons, selon la nomenclature statistique, regroupe en région Centre :

- L'industrie des eaux de table et la production de boissons rafraîchissantes ;
- La vinification et la fabrication de vins effervescents ;
- La fabrication de bière ;
- La fabrication de malt ;
- La production de boissons alcooliques distillées.

Une industrie très présente dans le Loiret

Source : Centréco d'après Unistatis 2008 - Source cartographie : Artique



Rappelons que cette industrie ne comprend pas la viticulture, c'est à dire la culture de la vigne qui est rattachée au domaine de l'agriculture. Or, en région Centre, l'activité de vinification est davantage réalisée sur les exploitations que pour d'autres régions françaises comme le Languedoc-Roussillon par exemple. L'étude prend toutefois en compte une partie de la vignification réalisée par le biais des coopératives. Celles-ci, selon les appellations, réalisent 25% à 60% de la vinification.

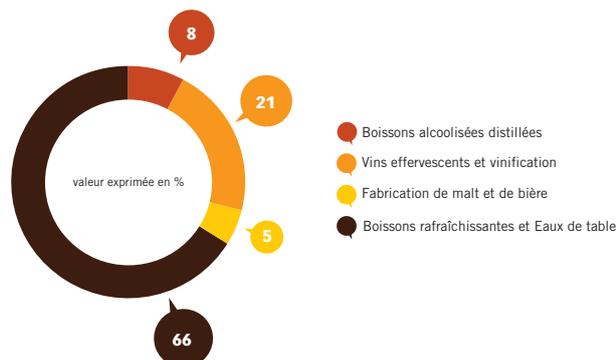
Le secteur des boissons représente en région Centre 1 089 emplois répartis dans 85 établissements, soit 18,4% des IAA régionales. Près de 70% des effectifs sont concentrés dans le Loiret en raison de la présence de grands établissements tels que La Laiterie St-Denis de l'Hôtel (LSDH), de l'Européenne d'Embouteillage ou encore d'Antartic du groupe Intermarché. C'est, en revanche, en Indre-et-Loire que se trouve le plus grand nombre d'établissements avec notamment la présence de caves coopératives telles que la Cave des Producteurs de Vouvray, la Cave des Vins de Bourgueil, etc.

Dans le Cher, les Sirops Monin (90 personnes) sont la principale entreprise du secteur des boissons. Cette entreprise familiale fondée au début du XX^e siècle a su se développer internationalement grâce à une innovation constante et à un puissant réseau de distributeurs.

La région Centre compte également deux malteries : les Malteries Franco-Suisses (MFS) à Issoudun (36) et les Malteries Franco-Belges à Pithiviers-le-veil (45). Depuis quelques années, on constate la création de nombreuses petites brasseries dans la région.

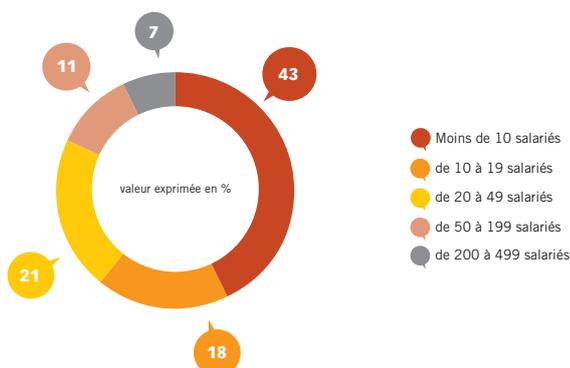
Industrie des boissons : Répartition des effectifs

Source : Centréco d'après DADS 2008



Industrie des boissons : Taille des établissements

Source : Centréco d'après Pôle Emploi 2010 hors coopérative



Par la seule présence de 4 grands opérateurs, le secteur des « boissons rafraîchissantes et eaux de table » représente les deux-tiers des emplois régionaux de cette branche des IAA.

Hormis ces 4 entreprises, les autres établissements comptent pour 61% d'entre eux moins de 20 salariés.

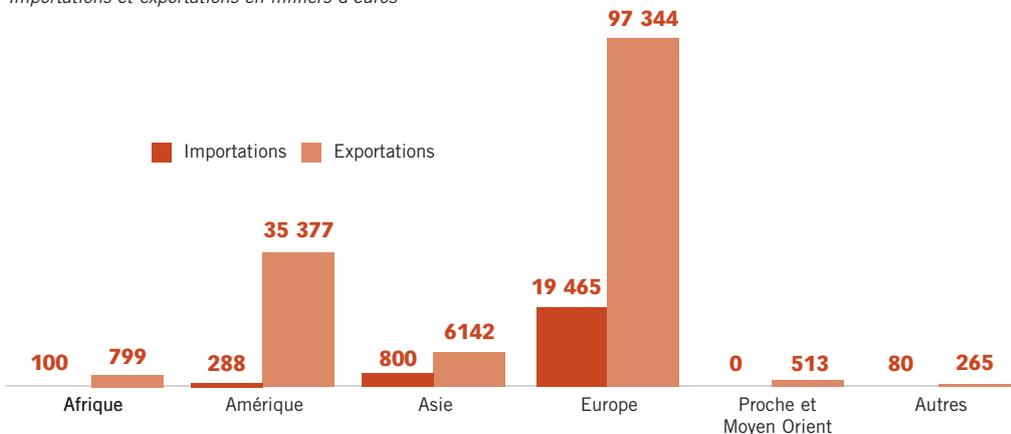
Performances économiques

Au 5^e rang de la filière IAA régionale pour son chiffre d'affaires, avec 439 millions d'euros en 2009, l'industrie des Boissons n'en est pas moins le secteur fort à l'export pour la région Centre, avec un taux de CA Export avoisinant les 32%.

Avec des exportations s'élevant à 140 millions d'euros en 2010, contre des importations chiffrées à 20 millions d'euros, la région Centre dégage un excédent commercial de 120 millions d'euros. Cet excellent résultat ne s'explique pas uniquement par les exportations de vins. En effet, presque tous les segments de cette industrie connaissent une balance commerciale positive.

Industrie des boissons : Échanges entre la région Centre et le reste du monde en 2010

Source : Centréco d'après Direction des Douanes et des Droits indirects du Centre
Importations et exportations en milliers d'euros



Tendances et perspectives de l'industrie des boissons

Le secteur des boissons rafraichissantes est un marché en forte croissance, dominé au niveau mondial par de grandes entreprises multinationales telles que Coca-Cola, Nestlé, Orangina ou encore Schweppes (France). Toutefois, en France, un grand nombre de PME sont présentes sur des productions spécifiques, telles que la limonade par exemple. La croissance de ce secteur est essentiellement portée par le développement continu de nouveaux produits par les industriels qui diversifient leurs gammes (nouveaux parfums, produits diététiques, énergétiques, etc.) et qui proposent de nouveaux conditionnements.

L'industrie des boissons se trouve, cependant, en France à au moins deux fortes problématiques :

- **La forte hausse des matières premières** : les hausses importantes des prix des concentrés de fruits et du plastique (pour le conditionnement) ont été difficilement répercutables sur le prix de vente des industriels. Ceux-ci doivent en partie absorber ces hausses dans le cadre de réorganisations internes. De plus, les stratégies d'approvisionnement de ces entreprises deviennent primordiales ainsi que la massification des achats quand cela est possible au niveau des groupes.
- **La taxe « sodas » en 2012** : la loi de finances 2012 modifie la fiscalité des boissons non alcoolisées. Jusqu'à présent, ces boissons (exceptés jus de fruits, nectars, laits et sirops) étaient soumises à une taxe de 0,54 € / hl. Les eaux minérales subissaient également une surtaxe communale de l'ordre de 0,58 €/hl. Dès le 1^{er} janvier 2012, la nouvelle taxe, aussi appelée taxe sodas, est passée à 7,16 €/hl pour les boissons sans alcool avec sucres ajoutés ou édulcorants de synthèse. Les boissons concernées sont :
 - les **sodas**, aussi bien lights que sucrés,
 - les **jus de fruits** avec sucre ajouté,
 - les **nectars**,
 - et les **laits aromatisés**.

Les produits nécessitant une transformation réalisée par le consommateur, comme les sirops, ne sont pas concernés. Sont également exclus les laits infantiles premier et deuxième âges, les laits de croissance et les denrées destinées à des fins médicales spéciales.

Le secteur de la viti-viticulture concerne principalement des coopératives et des PME. En France, la demande intérieure est particulièrement importante pour le soutien du marché puisque 60% de la production française est consommée en France. Toutefois, l'export est primordial alors que la consommation de vins a eu tendance à diminuer au cours des dernières années en France et au sein des pays européens. Les pays tiers représentent des perspectives importantes de croissance de marchés : les exportations de vins français vers la Chine ont par exemple plus que doublé entre 2005 et 2009.

En termes d'évolution produit, les principales tendances et innovations concernent la diversification des gammes et le lancement de produits nouveaux dans lequel le marketing tient une place importante avec par exemple le développement fort des rosés, la couleur « à la mode » dans le domaine des boissons alcoolisées, le bio, l'extension des cépages, etc.

La traçabilité ainsi que les techniques d'embouteillage sont également des points de modernisation du secteur.

Dans le domaine des bières et des alcools, qui concernent exclusivement des PME en région Centre, les entreprises doivent mettre en avant leurs différences afin de séduire les consommateurs et pouvoir trouver leur place sur un marché dominé par des grands groupes mondiaux .

Définitions

• **Les jus et nectars de fruits.** 3 dénominations existent selon la teneur en fruits et la fabrication du produit :

- Les « pur jus » sont issus directement de fruits pressés et contiennent 100% de fruits,
- Les jus de fruits à base de concentré contiennent également 100% de fruits mais pour transporter le produit, on l'a partiellement déshydraté puis reconstitué en y ajoutant la même quantité d'eau,
- Enfin, les nectars sont fabriqués à partir de jus, purée ou pulpe de fruits auxquels on ajoute de l'eau et du sucre. Leur teneur en fruits doit au minimum être comprise entre 25 à 50%.

• **Les sodas** sont des boissons gazeuses composées d'eau, de sucre ou d'édulcorants et d'extraits de différents types de plantes.



6. L'industrie des fruits et légumes

En BREF

- **30 établissements**
- **1 102 emplois**
- **Chiffre d'affaires : 402,5 millions d'€**
- **Ventes à l'export : 49 millions d'€**

Les 3 principaux employeurs :

- Les Crudettes (45)
- Antartic (45)
- Ets René Maingourd (45)

Une activité quasi exclusive dans le Loiret
Un secteur dépendant de 3 opérateurs

Source : Esane 2009

L'industrie des fruits et légumes comprend la transformation et la conservation de fruits et légumes (conserves, surgelés, 4^e et 5^e gammes) ainsi que la fabrication de jus de fruits.

Suite au changement de nomenclature intervenu en 2008 dans la statistique française, un certain nombre d'entreprises auparavant classées dans la distribution ont été réintégrées dans le secteur de la transformation des fruits et légumes. C'est la cas, par exemple, de Terr'Loire ou des Crudettes.

Le secteur compte 30 établissements industriels en région Centre et représente 1 102 emplois. Ceux-ci sont extrêmement concentrés géographiquement puisque plus de 80% des emplois sont situés dans le Loiret. Le département compte, en effet, plusieurs établissements de grande taille : Les Crudettes (production de légumes prêts à l'emploi-salades), les Etablissements René Maingourd (mise en conserve de légumes).

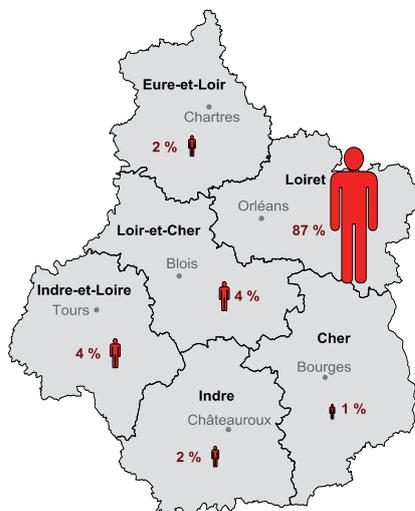
La région Centre possède un bassin de production de légumes destinés à l'industrie de plus de 3 000 ha, essentiellement répartis sur les départements d'Eure-et-loir et du Loiret. Ces légumes sont majoritairement transformés en région ce qui fait du secteur « Transformation-Conservation » le premier secteur de l'industrie Fruits et Légumes de la région Centre.

Deux particularités sont à noter :

- 1- L'industrie de transformation est très majoritairement présente dans le Loiret (Crudettes, Maingourd, Société Nouvelle Terr'loire...);
- 2- 50% de la production française de betteraves rouges se fait dans le seul département du Loiret. Ce département, possédant 5 cuiseurs, réalise les 2/3 de la transformation nationale de ces betteraves au sein de sociétés comme Daniel ALLAIRE, ROCAL, SOPA, Bouthegourd ou Terr'Loire.

Le Loiret, territoire de l'industrie des fruits et légumes en région Centre

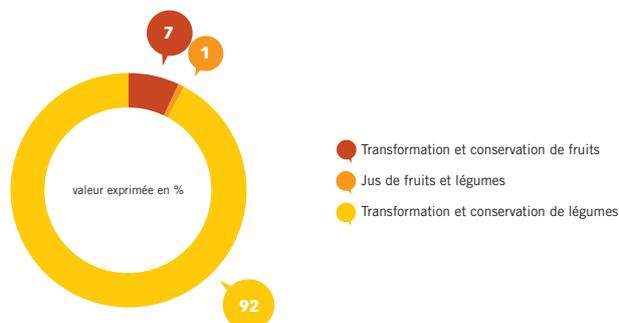
Source : Centréco d'après Unistat 2008 - Source cartographie : Artique



Enfin, la transformation de fruits n'est que faiblement présente mais nous pouvons citer l'entreprise Fruitofood à Fontaine-Simon (28) qui fabrique des fruits déshydratés naturels, à destination des industries agroalimentaire et cosmétique. Aujourd'hui, elle emploie 22 salariés, transforme 1 500 tonnes de fruits par an et exporte 80% de sa production.

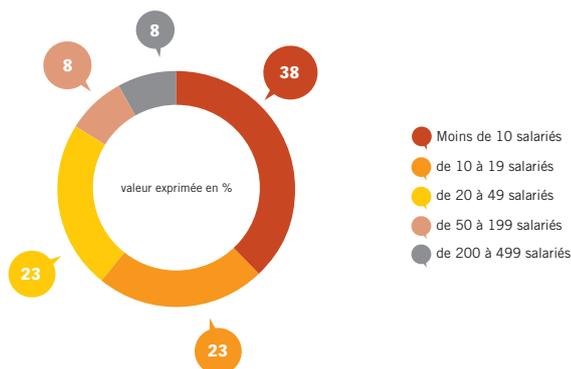
Industrie des fruits et légumes : Répartition des emplois par activité

Source : Centréco d'après Pôle Emploi 2010 hors coopérative



Industrie des fruits et légumes : Taille des établissements

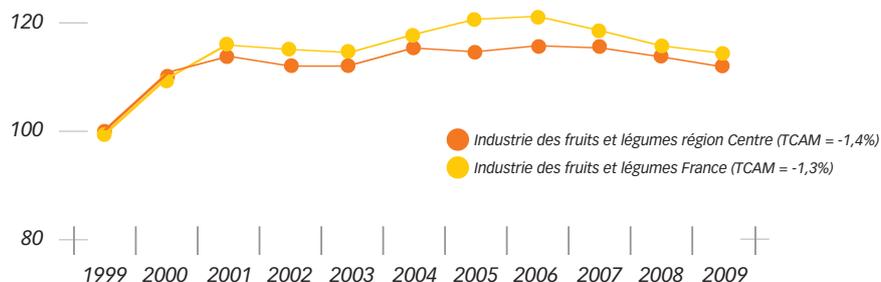
Source : Centréco d'après Pôle Emploi 2010 hors coopérative



Le secteur des fruits et légumes a connu une augmentation des emplois en région Centre entre 1999 et 2009 légèrement supérieure à celle de la moyenne nationale avec un taux de croissance moyen annuel de 1,4% contre 1,3% au niveau national.

Évolution de l'emploi sur 10 ans dans l'Industrie des fruits et légumes

Source : Centréco d'après Pôle Emploi 2010 hors coopérative - indice 100 = 1999



Performances économiques

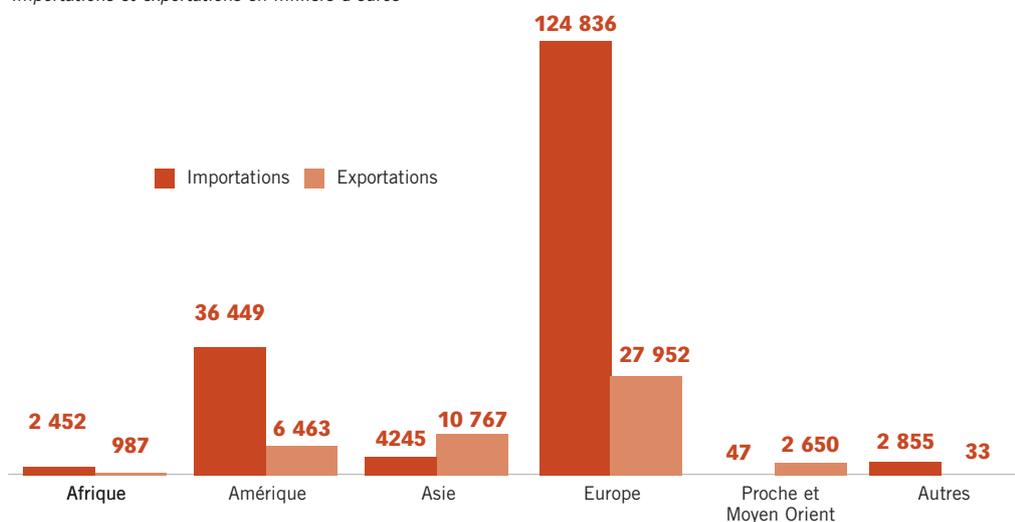
Représentant 9% du chiffre d'affaires de la filière IAA régionale, le secteur des fruits et légumes a réalisé 402,5 millions d'euros de CA en 2009 et dégagé une valeur ajoutée de 95 millions d'euros.

Présent à l'export pour 11% de son chiffre d'affaires, sa balance commerciale est cependant fortement déficitaire. La valeur des importations en 2010 s'élevait à plus de 170 millions d'euros contre seulement 49 millions pour les exportations.

Il s'agit d'un secteur dont les échanges sont, en revanche, largement répartis géographiquement. Les Etats-Unis et le Japon apparaissent, par exemple, parmi les principales destinations des exportations de la région Centre.

Industrie des fruits et légumes : Échanges entre la région Centre et le reste du monde en 2010

Source : Centréco d'après Direction des Douanes et des Droits indirects du Centre
Importations et exportations en milliers d'euros



Tendances et perspectives de l'industrie des fruits et légumes

Le secteur des fruits et légumes transformés bénéficie d'un environnement positif grâce aux différentes campagnes de communication prônant la consommation de « 5 fruits et légumes par jour » alors que les fruits et légumes frais souffrent d'une image de prix élevé.

Les entreprises du secteur misent sur l'innovation sur les thèmes de la naturalité, de l'argument santé mais également sur celui de la praticité avec le développement de produits facilitant la consommation (portions individuelles facilitant le nomadisme, mélanges préparés, produits élaborés, etc.). La situation est toutefois difficile pour les PME. En effet, la place des groupes y est croissante sur un marché où il est nécessaire d'innover toujours plus, de communiquer massivement afin d'être référencé auprès du plus grand nombre de réseaux de distribution. Un grand nombre d'opérations de croissance externe ont ainsi marqué le secteur au cours des dernières années.

Les entreprises de fabrication de jus de fruits souffrent de façon particulièrement aigüe de la hausse très forte du prix des jus de fruits, dont une grande partie est importée en vrac depuis le Brésil ou l'Espagne notamment, pour être ensuite embouteillée en France. Mais ce secteur reste en croissance et les innovations concernent principalement les modes et volumes de conditionnement.

7. Les autres industries agroalimentaires

En BREF

- **126 établissements**
- **2 065 emplois**
- **Chiffre d'affaires : 502 millions d'€**
- **Ventes à l'export : 185 millions d'€**

Les principaux employeurs :

- Cargill Foods (nuggets)
- Comptoir Européen de la Confiserie (chocolat, confiserie)
- Marco Polo food (sushis)
- Sucrierie d'Artenay (sucre)
- Louis Lemoine (plats préparés)

Source : Esane 2009

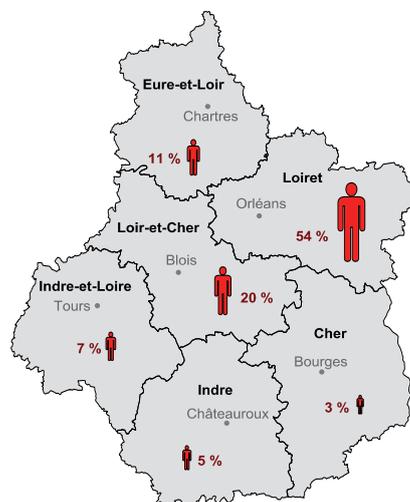
Les « autres industries agroalimentaires » sont tous les autres secteurs qui composent la filière agroalimentaire mais qui sont peu ou faiblement présents en région Centre ¹¹.

Ces secteurs ainsi regroupés sont :

- la transformation des produits de la mer,
- la fabrication d'huiles et graisses végétales et animales,
- la fabrication de sucre,
- la fabrication de cacao, chocolat et confiserie,
- la transformation du thé et du café,
- la fabrication de condiments et assaisonnements,
- la fabrication d'aliments homogénéisés et diététiques,
- la fabrication d'autres produits alimentaires,
- ainsi que la fabrication de plats préparés.

Des activités concentrées dans le Loiret

Source : Centréco d'après Unistatis 2008 - Source cartographie : Artique



Ce dernier segment est apparu lors de la mise à jour de la nomenclature de l'INSEE en 2008. Il comprend à la fois la fabrication industrielle de plats préparés tels que les pizzas surgelées, de plats à base de pâtes, de légumes mais également de viandes ou de volailles.

Ainsi quelques entreprises auparavant classées dans l'industrie des Viandes, la transformation des légumes ou des poissons, sont maintenant regroupées dans ce secteur. C'est le cas de deux grands établissements de la région : Cargill Foods (production de nuggets), Louis Lemoine (préparation de pâtisseries charcutières sous la marque Martinet), de Cook Innov, de Covi Sologne, de Festins de Sologne, Prodiscal.

¹¹ - Bien que représentée en région Centre, la production de miels n'est pas incluse. D'un point de vue de nomenclature, cette activité est classée en activité de Conditionnement

Cette activité représente d'ailleurs le deuxième secteur d'emplois au sein de ces « autres IAA » avec environ 30% des effectifs grâce aux établissements que nous venons de citer.

Le premier segment le plus représenté (1/3 des emplois) est celui des produits sucrés (fabrication de sucre et de cacao-chocolat-confiserie). Là aussi, la présence de grands opérateurs industriels comme Le Comptoir Européen de la Confiserie à Blois (groupe Kraft Foods), les groupes Tereos et Cristal Union (sucrieries) joue pour beaucoup dans la forte représentation de ce secteur en région Centre. Mais c'est surtout la production de sucre qui caractérise ce segment.

Par son importante production de betteraves à sucre, la région compte sur son territoire 4 sucrieries, une en Eure-et-Loir et trois dans le Loiret. Ces sucrieries transforment la production locale de betteraves en sucre et en alcool.

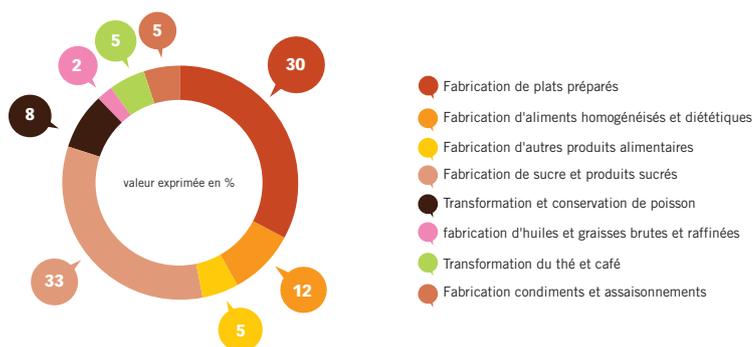
Depuis plusieurs années, la France connaît de très importants mouvements de restructuration dans ce secteur. Les dernières restructurations ont été principalement causées par la réforme communautaire de 2006 sur la diminution de la production européenne de sucre. Cinq sites de production français ont fermé suite à cette réforme, mais, malgré les craintes des conséquences de cette réforme, la région Centre a conservé ses quatre sucrieries. Mieux, en 2011, le groupe TEREOS a annoncé de nouveaux investissements sur son site d'Artenay (Loiret), créant à terme une quinzaine d'emplois. L'actualité concerne également l'annonce par le groupe Cristal Union de la conclusion d'un accord d'exclusivité pour l'acquisition du groupe Vermandoise. Ce rapprochement industriel permet à Cristal Union de devenir le 2^e groupe sucrier français et de posséder 3 des 4 sucrieries en région Centre

La transformation du poisson est bien sûr peu présente en région Centre, elle regroupe toutefois près de 200 emplois avec notamment la présence de Marco Polo Foods à Contres (41) qui produit des sushis surgelés, mais également l'entreprise finlandaise Bakkavör Traiteur (produits traiteurs à base de produits de la mer) à Chevilly (45).

Le secteur des thés et cafés compte quelques petits établissements comme les Cafés Richard à Saint-Avertin (37) ou encore Prova à Autruy-sur-Juine (45). Mais le secteur se développe fortement avec l'ouverture, en 2011 à Dreux (Eure-et-Loir), du nouveau site logistique des célèbres Thés Dammann Frères qui, à terme, comptera près de 120 emplois.

Répartition des effectifs au sein des autres IAA par activité

Source : Centréco d'après DADS 2008



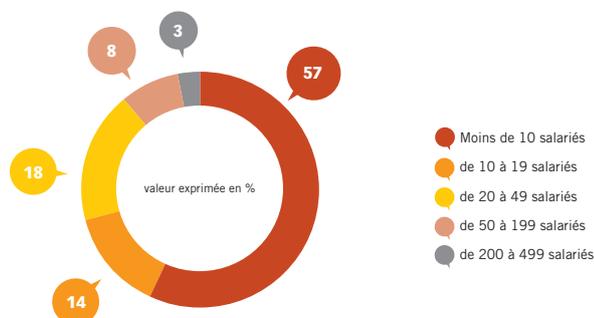
Pour la fabrication des condiments, nous pouvons citer la société Comexo & Sauces à Château-Renard (45) qui se développe régulièrement dans la région en créant de nouvelles recettes, ou les Vinaigres Martin Pouret, entreprise orléanaise historique.

Enfin, l'industrie des corps gras regroupe quelques établissements de taille modeste mais qui développent continuellement de nouveaux produits, tels que les Huileries Vigean ou les Etablissements Guénard qui produisent des huiles gastronomiques et biologiques.

Dans l'ensemble de ces secteurs, la part des établissements de moins de 20 salariés est une nouvelle fois très importante : 71% d'entre eux.

Autres IAA : Taille des établissements

Source : Centréco d'après Pôle Emploi 2010 hors coopérative



Performances économiques

Au total, le secteur « Autres industries IAA » représente, avec 502 millions d'euros réalisés en 2009, moins de 12% du chiffre d'affaires total de la filière.

L'ensemble des activités regroupées sous l'intitulé « Autres IAA » présente une balance commerciale négative avec des importations (320 millions d'euros) fortement supérieures aux exportations (185 millions d'euros). Ce déficit commercial est vrai pour tous les segments de ces activités.

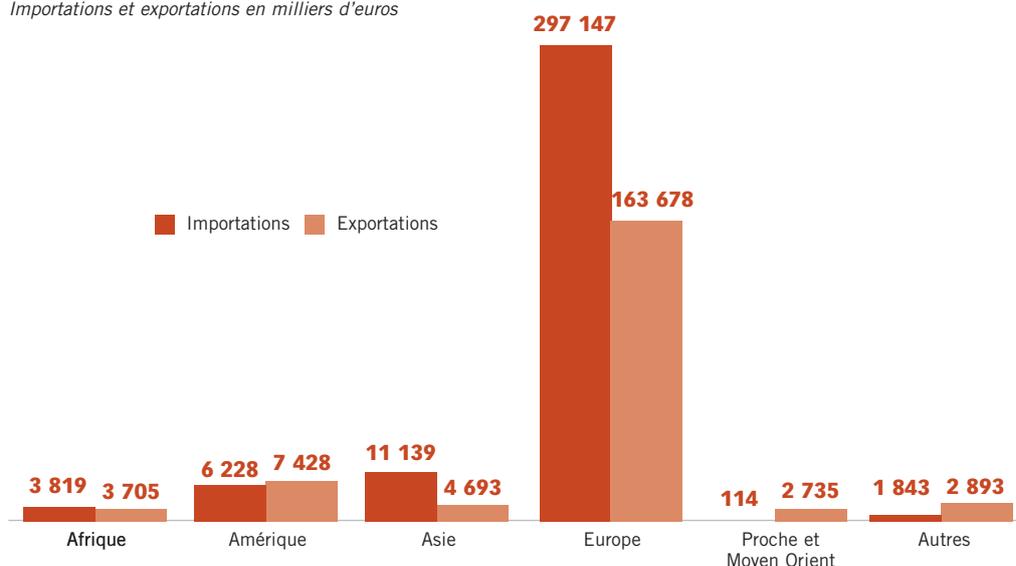
La répartition géographique des échanges montre une couverture internationale plus forte des échanges par rapport aux autres segments des IAA, sans doute due à la diversité des produits regroupés.

Le secteur du sucre et produits sucrés est, quant à lui, le plus important contributeur tant à l'export qu'à l'import, notamment en Europe où il représente 35% des importations et 57% des exportations.

Autres IAA : Échanges entre la région Centre et le reste du monde en 2010

Source : Centréco d'après Direction des Douanes et des Droits indirects du Centre

Importations et exportations en milliers d'euros



PARTIE V :

La recherche et la formation agroalimentaire en région centre

1. Des compétences fortes, privées et publiques, dans la recherche alimentaire en région Centre

Une recherche privée importante en région Centre

Les données statistiques de l'INSEE en 2006 montraient que l'industrie agroalimentaire était une branche de recherche très développée dans la région, devant même l'industrie chimique. La région Centre était ainsi la deuxième région (loin derrière l'Île-de-France) en termes de dépenses de recherche¹². La recherche est plus spécifiquement concentrée dans quelques secteurs comme les aliments pour animaux, les boissons, la biscotterie.

Ces résultats doivent toutefois être traités avec prudence car les dépenses de recherche d'une entreprise peuvent varier fortement d'une année sur l'autre. Malgré cette réserve, nous pouvons quand même affirmer que certaines grandes entreprises des IAA de la région ont une activité importante de recherche et développement.

Quelques exemples de recherche privée dans les entreprises de la région Centre :

- Centre de recherche Banette (45)
- Fromageries Bel (41) : programme de recherche pour le développement de fromages tranchés vendus sous film en partenariat avec l'INRA

Une recherche publique portée par de nombreux laboratoires et centres de transfert technologique

La recherche publique en région Centre dans le domaine des productions agricoles et de l'agroalimentaire bénéficie de la présence de 13 laboratoires, centres de recherche ou de transfert technologiques, dont les domaines de compétences touchent les productions végétales ou les productions animales.

L'ensemble de ces centres qui sont présentés dans le tableau suivant, peuvent proposer des prestations aux entreprises de la région en termes de conseil, d'analyse, de veille, etc.

PRODUCTIONS VEGETALES

Institut de Recherche sur la Biologie de l'Insecte - IRBI

CNRS – Université de Tours
<http://irbi.univ-tours.fr/>

Domaines de recherche :
Ecologie – Biochimie des insectes

Peut accompagner une entreprise agricole ou agroalimentaire cherchant :

- des moyens de lutte biologique contre les insectes ravageurs
- à réaliser des analyses biochimiques de composés végétaux

Laboratoire de Productique Chimique (LPC) - Laboratoire de Génie des Procédés pour la Chimie Fine et l'Environnement – LGPCFE

Université d'Orléans
www.univ-orleans.fr

Thématique générale :
Valorisation de biomolécules par la mise au point de techniques de productions industrielles
Valorisation agricole non alimentaire (VANA) et procédés de transfert et de transformation de la matière

¹² - Source : Recherche et développement en région Centre, INSEE Centre INFO, n°159, janvier 2010. Sur la base de la DIRD : Dépense intérieure de recherche et développement.

<p>Laboratoire de Biologie des Ligneux et des Grandes Cultures (LBLGC) Université d'Orléans www.univ-orleans.fr/lblgc/</p>	<p>Biologie moléculaire, biotechnologie des molécules végétales (Grandes cultures, site de Chartres). Peut aider une entreprise à trouver des moyens de protection de ses cultures et étudier les propriétés des molécules végétales</p>
<p>Biomolécules et Biotechnologies Végétales (BBV) Université de Tours www.univ-tours.fr</p>	<p>Expertise, conseil aux entreprises, travaux à façon, formation en biologie moléculaire, chimie analytique et biotechnologies végétales Peut aider une entreprise cherchant : <ul style="list-style-type: none"> • à produire des biomolécules à partir de végétaux et réaliser des analyses biochimiques de ses produits • une expertise dans le domaine des végétaux et de leurs propriétés </p>
<p>INNOPHYT Université de Tours www.innophyt.univ-tours.fr</p>	<p>Etude des populations de ravageurs et d'auxiliaires plans d'action de protection biologique intégrée ; tests d'efficacité ; Analyse chimique qualitative et quantitative Peut aider une entreprise à réaliser des analyses sur ses produits au niveau moléculaire (dosage, extraction,...) et à valoriser sa production agricole en recherchant les propriétés/caractéristiques de cette production végétale</p>
<p>INRA Orléans Unité de recherche Science du sol www.orleans.inra.fr/</p>	<p>Travaux sur les effets cumulés à court et moyen termes des pratiques agricoles et des changements globaux sur l'évolution des sols dans le but de mieux les protéger et de mieux valoriser leurs fonctions agronomiques et environnementales.</p>
<p>Institut de Chimie Organique et Analytique (ICOA) Université d'Orléans – CNRS www.univ-orleans.fr/icoa</p>	<p>Conception, analyse, synthèse de molécules bioactives Peut aider une entreprise cherchant : <ul style="list-style-type: none"> • à réaliser des analyses sur ses produits au niveau moléculaire (dosage, extraction, ...) • à valoriser sa production agricole et donc rechercher les propriétés/caractéristiques de cette production végétale. </p>
<p>Centre de Biophysique Moléculaire CNRS Orléans http://cbm.cnrs-orleans.fr</p>	<p>Aspects moléculaires du vivant ; Imagerie, Spectroscopie et Chimie du Vivant ; Biologie cellulaire Peut accompagner une entreprise cherchant : <ul style="list-style-type: none"> • à réaliser des analyses de produits (protéines, sucres, peptides, ...) et à étudier les propriétés fonctionnelles et caractéristiques des molécules qui composent ses produits. </p>

PRODUCTIONS VEGETALES SPECIALISEES : LES CENTRES TECHNIQUES AGRICOLES

<p>Centre Technique des Oléagineux et du Chanvre Industriel (CETIOM) www.cetiom.fr/</p>	<p>Laboratoire d'analyses des graines : analyses de routine et de recherche. Station et unité d'expérimentation</p> <p>Peut accompagner des entreprises cherchant :</p> <ul style="list-style-type: none">• à améliorer leurs techniques de production, de récolte, de gestion de la production• à valoriser leurs productions oléagineuses (alimentation animale notamment)• un conseil pour la maîtrise de la qualité
<p>Institut Technique Français de la Betterave Industrielle (ITB) www.itbfr.org</p>	<p>Organisme de recherche et de conseil dans le domaine de la production betteravière et son adaptation pour la production de sucre, d'alcool, de mélasse et de pulpe. Services : recherche, veille technique, prescriptions.</p>
<p>Institut Français de la Vigne et du Vin (IFV) Tours www.vignevin.com</p>	<p>Institut de recherche appliquée sur la vigne et le vin au service de la filière régionale Micro-vinification ; études de microbiologie comme la culture, la numération et l'identification de levures ou de moisissures ; étudier les contaminations contrôlées par moisissures</p>

PRODUCTIONS ANIMALES

<p>Cryopréservation, Distribution, Typage et Archivage animal (CDTA) CNRS Orléans http://transgenose.cnrs-orleans.fr</p>	<p>Service : Elevages ; contrôles sanitaires ; quarantaine sanitaire ; Cryoconservation ; travaux de recherche sur site ; décontamination</p>
<p>INRA Tours www.tours.inra.fr</p> <ul style="list-style-type: none">• Unité de Recherches Avicoles • Unité de Recherche Physiologie de la Reproduction et des Comportements	<p>Domaine de compétences : Nutrition – comportement des volailles – Qualité des produits</p> <p>L'unité de recherches avicoles et son unité expérimentale conduisent des recherches intégrées sur la biologie des oiseaux, du niveau moléculaire à celui de l'animal dans son environnement.</p> <p>L'unité mixte de recherche de Physiologie de la Reproduction et des Comportements mène des recherches fondamentales et appliquées sur la fonction de reproduction des mammifères domestiques (bovins, ovins, caprins, équins et porcins) et sur les comportements animaux liés à la reproduction, aux relations sociales et à l'ingestion. Les différentes activités de recherche de l'unité relèvent à la fois d'une démarche cognitive (fonctionnement des systèmes) et d'une perspective d'application, dans le but de produire mieux et à moindre coût, tout en respectant les animaux et l'environnement.</p>

INRA Tours

www.tours.inra.fr

Le Pôle Santé Animale de Tours :

le plus grand collectif pluridisciplinaire français consacré à la recherche en infectiologie animale. Il comprend :

- l'Unité de Recherche en Infectiologie Animale et Santé Publique (IASP)
- la Plate-Forme d'Infectiologie Expérimentale (PFIE)
- l'Unité Mixte de Recherches en Immunologie Parasitaire - Vaccinologie et Biothérapie anti-infectieuse

Les travaux menés au sein de l'unité de recherche IASP (Infectiologie Animale et Santé Publique) cherchent à comprendre et à maîtriser les infections ou les maladies infectieuses animales. Il s'agit de connaître les agents pathogènes, ainsi que les mécanismes des infections et de leur contrôle via la réponse immunitaire.

Les recherches engagées vont de la molécule à la maladie, sur des infections considérées comme prioritaires du fait de :

- leur impact économique sur la production des animaux de rente (maladies parasitaires et bactériennes des ruminants et des volailles, infections mammaires des ruminants laitiers, maladies virales des volailles) ;
- leurs conséquences sur la santé publique et leurs effets sur l'environnement (pathogènes zoonotiques, et/ou résistants aux antibiotiques, présents dans la chaîne alimentaire de l'homme, présents dans les réservoirs animaux et dans leurs produits) ;
- leur valeur de modèles de maladies humaines.

Un atout pour les entreprises alimentaires : le pôle de compétitivité VEGEPOLYS

En France, 8 pôles de compétitivité sont centrés sur la production agricole et l'alimentation.

7 pôles nationaux

- AgriMip Innovation (Midi-Pyrénées) : Ingénierie des agrochaînes, maîtrise du caractère des produits.
- Aquimer (Nord-Pas-de-Calais) : produits aquatiques.
- Céréales Vallée (Auvergne, Rhône-Alpes) : production agricole durable ; nutrition santé ; alimentation animale ; agromatériaux.
- Pôle européen d'innovation fruits et légumes (PACA, Languedoc-Roussillon – Rhône-Alpes) : Nutrition et Santé ; Sécurité des aliments ; Goût ; Emballage ; Procédés ; Agriculture.
- Qualiméditerranée (Languedoc-Roussillon) : productions agricoles méditerranéennes : Vigne & Vin, Fruits & Légumes, Céréales.
- Qualitropic (La Réunion) : Filière animale ; Filière végétale (Canne / Fruits et légumes) ; Halieutique et aquaculture ; Nutrition santé.
- Valorial (Bretagne) : Lait et produits dérivés ; Ovoproduits et produits dérivés ; Viandes et produits dérivés ; Microbiologie alimentaire ; Ingrédients fonctionnels ; Nutrition santé ; Process et emballages.
- Vitagora (Bourgogne, Franche-Comté) : Goût et sensorialité ; Nutrition ; Santé

Et VEGEPOLYS, le seul pôle à vocation mondiale

Situé en Pays de la Loire, mais avec un coordinateur à Orléans pour la région Centre depuis 2011, Végépolys regroupe 8 filières du végétal spécialisé : horticulture et maraîchage ; arboriculture ; semences ; viticulture ; plantes médicinales et aromatiques ; champignons ; cidriculture ; tabac.

Le pôle a deux grands objectifs :

- Créer des végétaux qui engendreront une consommation plus faible d'intrants et des impacts plus favorables sur la biodiversité, la santé et l'environnement;
- Créer des végétaux facteurs de différenciation qui ouvriront des nouveaux marchés et donc amélioreront la compétitivité des entreprises du pôle.

Depuis décembre 2010, le partenariat établi entre Végépolys et la Région Centre permet aux professionnels de la région d'accéder plus facilement à l'innovation et de bénéficier de l'approche transversale et mutualiste du pôle.

Dores et déjà, une vingtaine d'entreprises de la région Centre sont adhérentes de Végépolys.

Par ailleurs, la région Centre bénéficie également du pôle de compétitivité DREAM, pôle écotech-nologies sur la durabilité de la ressource en eau associée aux milieux.

DREAM travaille notamment sur l'optimisation des usages agricoles, forestiers et industriels pour une gestion durable des ressources en eau. Il peut accompagner des entreprises alimentaires pour lesquelles les contraintes liées à l'eau sont importantes, mais qui peuvent également présenter des opportunités de progrès.

2. La formation en région centre

Comme l'ensemble des métiers de l'industrie, les métiers de l'agroalimentaire font appel à des compétences de plus en plus pointues.

Les métiers sont divers au sein des industries alimentaires. On y retrouve les grandes fonctions suivantes :

- Les achats et la logistique, qui représentent entre 7 et 15% des effectifs¹³ ;
- La production, 55 à 66% des effectifs;
- L'entretien et la maintenance : 3 à 9% des effectifs;
- La qualité, la sécurité et l'environnement : 2 à 4% des effectifs;
- Le commerce et le marketing : 10 à 17% des effectifs;
- La Recherche et Développement : moins de 1% des effectifs;
- Et les métiers supports (ressources humaines, informatique, etc.) : 2 à 4% des effectifs.

La région Centre dispose d'un ensemble d'organismes de formation permettant de se former sur l'ensemble de ces métiers.

Le tableau ci-dessous présente de manière détaillée les formations, principalement liées à la production, spécifiquement dédiées aux domaines agricole et agroalimentaire.

Niveau de formation	Intitulé du diplôme ¹⁴	Villes
Niveau I	Master pro sciences, technologies, santé mention biologie, santé, alimentation spécialité qualité et environnement en productions animales	Tours
	Master pro sciences, technologies, santé mention sciences des aliments spécialité gestion des propriétés sensorielles des aliments	Tours
	Master sciences, technologies, santé mention agro-ressources et environnement spécialité valorisation des agro-ressources	Tours
	Master sciences, technologies, santé mention Sensoriel et innovation en agroalimentaire	Tours
	Master DMPS - Bio, Développement, production, management et stratégie dans les bio-industries	Orléans

13 - D'après AGEFORIA

14 - BP : Brevet Professionnel - BPA : Brevet Professionnel Agricole - Bac Pro : Bac Professionnel - BTS : Brevet de Technicien Supérieur Agricole - CQP : Certificat de Qualification Professionnelle - CS : Certificat de spécialisation - MC : Mention complémentaire - SIL : Spécialité d'Initiative Locale

Niveau de formation	Intitulé du diplôme	Villes
---------------------	---------------------	--------

Niveau II	Licence pro droit, économie, gestion management des organisations spécialité gestion des risques adaptée aux entreprises agricoles et agroalimentaires	Bourges
	Licence pro sciences et technologies productions animales spécialité développement et valorisation des produits de l'élevage	Tours
	Licence pro sciences, technologies, santé industrie agro-alimentaire, alimentation spécialité valorisation des ressources végétales	Tours
	Licence pro sciences, technologies, santé option valorisation des ressources végétales	Chartres
	Licence pro. Industrie agroalimentaire, alimentation : méthodes et techniques en analyse sensorielle	Tours
	Licence Professionnelle management des organisations : gestion des risques adaptée aux entreprises agricoles et agroalimentaires	Bourges
	Licence sciences et techniques industrielles mention chimie, alimentation, santé et environnement (CASE)	Orléans / Tours
	Titre pro responsable en production industrielle spécialité chimie, alimentation, santé et environnement (CASE) parcours transformations chimiques et pharmaceutiques	Tours
	Titre pro responsable en production industrielle spécialité chimie, alimentation, santé et environnement (CASE) parcours transformations chimiques et pharmaceutiques	Orléans
Niveau III	BTS qualité dans les industries alimentaires et les bio-industries (QIAB)	Dreux
	BTSA industries agroalimentaires	Sours / Chartres
	BTSA sciences et technologies des aliments	Sours / Tours
	BTSA technico-commercial en produits alimentaires	Tours
	BTSA Analyses agricoles biologiques et Bio-technologiques	Vendôme
Niveau IV	Bac pro agroéquipement	Montargis
	Bac pro bio-industries de transformation	Dreux / Sours / Tours
	Bac pro technicien vente et conseil-qualité en produits alimentaires	Chambray Les Tours / Sours
	Bac Pro Laboratoire Contrôle Qualité	Anet
	BP option industries alimentaires	Sours
	BPA Transformation alimentaire, spécialité transformation de produits alimentaires	Chartres
	CSIL (Certificat de Spécialisation d'Initiative Locale) fabrication et vente de produits de l'agroalimentaire	Sours
	MC pétrisseur	Châteauroux
	SIL automatisation en agro-industrie	Sours/Chartres
	SIL Fabrication et vente de produits agroalimentaires	Chartres
	SIL Maintenance agro-industrielle	Chartres

Niveau de formation	Intitulé du diplôme	Villes
Niveau V	BEP bioservices	Tours
	CAP conduite de systèmes industriels option 1 : agroalimentaire	La Chapelle St Mesmin
	Certificat de spécialisation conduite d'un élevage caprin et commercialisation des produits	Châteauroux
	CQP conducteur de ligne de fabrication et/ou conditionnement - Industries alimentaires diverses	Orléans
	CS conduite d'un élevage caprin et commercialisation des produits	Le Blanc
	CSIL (Certificat de Spécialisation d'Initiative Locale) automatisation en agro-industrie	Sours

Enfin, la région Centre compte également la présence de l'Institut Européen d'Histoire et des Cultures de l'Alimentation (IEHCA) à Tours, dont un des objectifs, depuis sa création en 2001 est de contribuer à faire de l'université François-Rabelais de Tours, un pôle de recherche et de formation reconnu en ce qui concerne les sciences de l'alimentation. Une de ses plus brillantes et récentes illustrations a été sa contribution à l'inscription du « repas gastronomique des Français » au patrimoine de l'Humanité de l'Unesco.

Autre travail, celui réalisé pour la Région qui, dans une logique de valorisation et de promotion des produits régionaux, a financé la réalisation d'un inventaire du patrimoine alimentaire régional, dans le cadre d'une convention avec l'IEHCA. Ce sont ainsi 106 « produits remarquables » de la région Centre qui ont été répertoriés.

En matière de formation, l'IEHCA, avec l'université François-Rabelais de Tours et les universités de Barcelone et Bologne, a créé le master "Histoire et Cultures de l'Alimentation".



Contacts utiles

Au niveau régional

ARIAC

Association Régionale des Industries
Alimentaires du Centre
Cité de l'Agriculture
13 avenue des Droits de l'Homme
45921 Orléans Cedex 9
Tel. 02 38 71 90 11
E-mail : info@aria-centre.org
www.aria-centre.org

ARITT Centre

Agence Régionale pour l'Innovation
et le Transfert de Technologie
en région Centre
6 rue du Carbone
45072 Orléans Cedex 02
Tel. 02 38 88 88 10
www.arittcentre.fr

CENTRECO

Agence de développement et
de promotion économique
de la région Centre
37 avenue de Paris
45000 Orléans
Tel. 02 38 79 95 40
Fax. 02 38 79 95 45
E-mail : centreco@centreco-asso.com
www.centreco.regioncentre.fr

Chambre Régionale d'Agriculture du Centre

13 avenue des Droits de l'Homme
45000 Orléans
Tel. 02 38 71 91 00
Fax. 02 38 71 91 12
E-mail : accueil@centre.chambagri.fr
www.centre.chambagri.fr/

Conseil régional du Centre

**Direction Générale Innovation,
Développement Economique,
Recherche (DG IDER)**
Tel. 02 38 70 32 71
Fax. 02 38 70 32 97

Direction de l'Agriculture et de la Forêt

Tel. 02 38 70 31 82
Fax. 02 38 70 32 93

9 rue St Pierre Lentin
45041 Orléans Cedex 1
E-mail : info@regioncentre.fr
www.regioncentre.fr

Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt du Centre (DRAAF)

Service Régional de l'Economie
Forestière, Agricole et Rurale
131 rue du Faubourg Bannier
45000 Orléans
Tel. 02 38 77 41 31
E-mail :
srefar.draaf-centre@agriculture.gouv.fr
www.draaf.centre.agriculture.gouv.fr

DIRECCTE Centre Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (Pôle 3E)

12 place de l'Etape
CS 85809
45058 Orléans Cedex 1
Tel. 02 38 11 69 55
www.centre.direccte.gouv.fr

Coop de France Centre-Atlantique-Limousin

1 avenue de Vendôme
B.P. 1306
41013 Blois Cedex
Tel. 02 54 78 71 83
Fax. 02 54 78 82 43
Email : coopdefrance-centre@orange.fr
www.coopdefrance.coop

OSEO Centre

39 rue Bœuf St Patern
B.P. 14537
45045 Orléans Cedex 1
Tel. 02 38 22 84 66
Fax. 01 41 79 94 66
www.oseo.fr

Conception : karakter-ds@noos.fr



Retrouvez toutes nos publications en téléchargement sur notre site Internet :

www.centreco.regioncentre.fr

(rubrique "Publications")



Agence de développement et de promotion économique de la région Centre

37 avenue de Paris – 45000 Orléans – France

Tél. : 02.38.79.95.40 – Fax : 02.38.79.95.45

centreco@centreco-asso.com

www.centreco.regioncentre.fr

